

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2004-2005

23 JUIN 2005

**Projet de loi portant assentiment aux
Amendements à l'Accord relatif
à l'Organisation internationale de
télécommunications par satellites,
«INTELSAT», adoptés à Washington
le 17 novembre 2000**

SOMMAIRE

	Pages
Exposé des motifs	2
Projet de loi	6
Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation internationale de telecommunications par satellites «INTELSAT»	7
Avant-projet de loi	22
Avis du Conseil d'État	23

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2004-2005

23 JUNI 2005

**Wetsontwerp houdende instemming met
de Wijzigingen aan de Overeenkomst
inzake de Internationale Organisatie
voor Satellietcommunicatie «INTEL-
SAT», aangenomen te Washington
op 17 november 2000**

INHOUD

	Blz.
Memorie van toelichting	2
Wetsontwerp	6
Wijzigingen aan de Overeenkomst inzake de Internationale Organisatie voor Satellietcommunicatie «INTELSAT»	7
Voorontwerp van wet	22
Advies van de Raad van State	23

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites INTELSAT a été créée par une Convention intergouvernementale qui fut ouverte à la signature des Gouvernements des États membres à partir du 20 août 1971, faisant suite à un premier accord provisoire signé le 20 août 1964 à Washington. La Belgique a fait partie des États fondateurs de ladite organisation : dans notre pays, cette Convention a été ratifiée par la loi du 14 décembre 1972 portant approbation des deux textes constitutifs de l'organisation INTELSAT, à savoir la Convention précitée qui lie les Parties représentant les États membres d'une part et l'Accord d'exploitation conclu entre les signataires, c'est-à-dire les opérateurs publics de télécommunications dont à l'époque la Régie des Télégraphes et des Téléphones dans notre pays, d'autre part.

Dans les années '70, '80 et '90, l'organisation INTELSAT a développé avec succès une flotte de satellites géostationnaires de télécommunications qui offrent dans le monde entier, dans plus de deux-cents pays et territoires, une large panoplie de services performants de télécommunications, dans des domaines aussi variés que les services commutés de téléphonie publique internationale, les circuits loués internationaux, les retransmissions télévisuelles, les services spécialisés pour entreprises, les locations de répéteurs à usage domestique, etc.

Au cours de la dernière décennie, le secteur des télécommunications spatiales a toutefois beaucoup évolué. La libéralisation du secteur des télécommunications, mise en œuvre notamment au sein de l'Union européenne, a conduit à l'introduction sur le marché en question de nouveaux opérateurs privés, en concurrence avec des agences intergouvernementales telles qu'INTELSAT qui constituaient en quelque sorte le prolongement naturel au niveau international des monopoles d'État dont bénéficiaient la plupart des opérateurs publics de télécommunications. En outre, les progrès technologiques, avec entre autres le succès croissant des câbles à fibres optiques, le développement de techniques numériques et la convergence des services de télécommunications avec les applications audiovisuelles, ont induit des modifications notables sur le marché des services (internationaux) de télécommunications.

Dès lors, il devenait impératif de revoir profondément le statut d'organisation intergouvernementale conféré jadis à des opérateurs satellitaires tels qu'INTELSAT, en vue à la fois de permettre à ceux-ci de se maintenir sur un marché de plus en plus compétitif et de garantir des conditions de concurrence loyale entre tous les opérateurs concernés, qu'ils soient publics ou

MEMORIE VAN TOELICHTING

De internationale organisatie voor satellietcommunicatie INTELSAT is opgericht door een intergouvernementeel verdrag dat vanaf 20 augustus 1971 opengesteld was voor ondertekening door de regeringen van de lidstaten, en dat het vervolg was op een eerste Voorlopige Overeenkomst die op 20 augustus 1964 ondertekend was in Washington. België maakte deel uit van de oprichters van die organisatie : in ons land is dat verdrag geratificeerd door de wet van 14 december 1972 houdende de goedkeuring van twee oprichtingsteksten van de organisatie INTELSAT, namelijk het voormelde verdrag dat de Partijen verbindt die de lidstaten vertegenwoordigen enerzijds, en anderzijds de Exploitatieovereenkomst die gesloten is tussen de ondertekenaars, te weten de openbare telecommunicatieoperatoren waaronder in die tijd de Regie van Telegraaf en Telefoon voor ons land.

In de jaren '70, '80, en '90 heeft de organisatie INTELSAT met succes een vloot geostationaire communicatiesatellieten ontwikkeld die wereldwijd, in meer dan tweehonderd landen en gebieden, een ruim pakket aanbieden van kwaliteitstelecommunicatiediensten, op uiteenlopende gebieden zoals geschatelde diensten voor internationale openbare telefonie, internationale huurlijnen, televisieheruitzendingen, gespecialiseerde diensten voor ondernemingen, verhuur van versterkers voor nationaal gebruik, enz.

Tijdens het afgelopen decennium is de ruimtecommunicatiesector evenwel sterk geëvolueerd. De liberalisering van de telecommunicatie-sector, met name in de Europese Unie, heeft geleid tot de introductie van nieuwe privé-operatoren op de markt in kwestie, die concurreren met de intergouvernementele agentschappen zoals INTELSAT die op internationaal niveau als het ware de natuurlijke verlenging vormden van de staatsmonopolies die de meeste openbare telecommunicatieoperatoren genoten. Bovendien heeft de technologische vooruitgang, met onder meer het toenemende succes van de glasvezelkabels, de ontwikkeling van digitale technieken en de convergentie van telecommunicatiediensten en audiovisuele toepassingen, geleid tot belangrijke wijzigingen op de markt voor (internationale) telecommunicatiediensten.

Bovendien werd het absoluut noodzakelijk om het statuut van intergouvernementele organisatie dat vroeger aan satellietoperatoren zoals INTELSAT was toegekend, grondig te herzien, zodat die zich tegelijkertijd kunnen handhaven op een meer en meer concurrentiële markt en voorwaarden inzake eerlijke mededinging tussen alle betrokken, openbare of

privés. Il faut noter que deux autres organisations comparables dans le domaine des télécommunications spatiales, INMARSAT fournissant des services mobiles par satellites surtout à bord de navires et EUTELSAT fournissant des services de télécommunications par satellites dans la région du continent européen, ont déjà subi ces dernières années un tel processus de restructuration conduisant à la création d'une société de droit privé sous une tutelle intergouvernementale limitée.

Il faut noter qu'en 1998, l'Assemblée des Parties de l'organisation INTELSAT avait déjà procédé à une première étape de privatisation en créant la société « New Skies Satellite N.V. » de droit néerlandais, vers laquelle avaient été transférés certains actifs (notamment six satellites) de l'organisation intergouvernementale et chargée plus spécifiquement de promouvoir les activités d'INTELSAT sur le marché européen, surtout en matière de services audiovisuels et dans le domaine du multimedia.

Dans sa directive 94/46/CE du 13 octobre 1994, la Commission européenne enjoignait aux États membres de l'Union européenne de veiller à ce que des organisations internationales comme INTELSAT soient soumises à des conditions de nature à ne pas compromettre le respect des règles de concurrence du traité.

Après plusieurs années de travaux de réflexion quant à l'avenir de cette organisation internationale, son Assemblée des Parties, qui comprend les représentants des Gouvernements des États membres, a décidé en 2000 de procéder à une restructuration profonde d'INTELSAT en transférant toutes les activités commerciales et tous les actifs, notamment la flotte de satellites, à une société de droit privé. Néanmoins, en vue de préserver certaines spécificités de cette organisation, cette société privée restera soumise à la tutelle limitée d'une organisation intergouvernementale, qui portera le nom ITSO (« International Telecommunications Satellite Organization »), et qui sera principalement chargée de s'assurer que la Société privée fournit sur une base commerciale des services publics de télécommunications internationales tout en respectant les trois Principes fondamentaux suivants :

- a)* Maintenir la connexité mondiale et la couverture mondiale;
- b)* Desservir ses clients ayant des connexités vitales;
- c)* Fournir un accès non-discriminatoire au système spatial de la Société.

En effet, le système spatial INTELSAT assume depuis des dizaines d'années un rôle essentiel dans la fourniture de services de télécommunications, notam-

private, opératrices peuvent garantir. Il y a eu mention de deux autres comparables organisations pour l'espace, INMARSAT qui fournit des services mobiles par satellite surtout à bord de navires et EUTELSAT qui fournit des services de télécommunications par satellites dans la région du continent européen, qui ont déjà subi ces dernières années un tel processus de restructuration conduisant à la création d'une société de droit privé sous une tutelle intergouvernementale limitée.

Il faut noter que l'Assemblée des Parties de l'organisation INTELSAT avait déjà procédé à une première étape de privatisation en créant la société « New Skies Satellite N.V. » de droit néerlandais, vers laquelle avaient été transférés certains actifs (notamment six satellites) de l'organisation intergouvernementale et chargée plus spécifiquement de promouvoir les activités d'INTELSAT sur le marché européen, surtout en matière de services audiovisuels et dans le domaine du multimedia.

In directive 94/46/EG du 13 octobre 1994, la Commission européenne enjoignait aux États membres de l'Union européenne de veiller à ce que des organisations internationales comme INTELSAT soient soumises à des conditions de nature à ne pas compromettre le respect des règles de concurrence du traité.

Na plusieurs années de travaux de réflexion quant à l'avenir de cette organisation internationale, son Assemblée des Parties, qui comprend les représentants des Gouvernements des États membres, a décidé en 2000 de procéder à une restructuration profonde d'INTELSAT en transférant toutes les activités commerciales et tous les actifs, notamment la flotte de satellites, à une société de droit privé. Néanmoins, en vue de préserver certaines spécificités de cette organisation, cette société privée restera soumise à la tutelle limitée d'une organisation intergouvernementale, qui portera le nom ITSO (« International Telecommunications Satellite Organization »), et qui sera principalement chargée de s'assurer que la Société privée fournit sur une base commerciale des services publics de télécommunications internationales tout en respectant les trois Principes fondamentaux suivants :

- a)* De mondiale connectiviteit en dekking blijven verzorgen;
- b)* Klanten bedienen die vitale verbindingen hebben;
- c)* Een niet-gediscrimineerde toegang verstrekken tot het ruimtesysteem van de Onderneming.

Het INTELSAT-ruimtesysteem vervult namelijk al sinds tientallen jaren een essentiële rol in de levering van voornamelijk internationale telecommunicatie-

ment internationaux, aux pays les moins avancés, particulièrement sur le continent africain. Dès lors, il est d'importance cruciale qu'en tout cas durant une période à caractère peut-être transitoire, les mesures adéquates soient prises pour garantir, à ces nations et à leurs usagers de services de télécommunications, le maintien de connexités vitales et d'ainsi protéger les usagers dépendant du système spatial INTELSAT.

Il faut noter que le Signataire belge de l'organisation INTELSAT est l'entreprise publique autonome Belgacom, qui a repris le rôle de l'ancienne RTT.

Par conséquent, l'objet de la présente loi est de faire approuver par les autorités belges compétentes la Convention INTELSAT telle qu'amendée par l'Assemblée des Parties de 2000 en vue de transformer cette organisation selon le nouveau modèle structurel décrit ci-dessus.

En date du 25 janvier 2005 le Conseil d'État a donné son avis sur l'avant-projet de loi portant assentiment aux Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation internationale de télécommunications par satellites, «INTELSAT», adoptés à Washington le 17 novembre 2000. (Avis n° 37.900/VR).

Il a été tenu compte de toutes les remarques du Conseil d'État, à l'exception de ce qui suit :

Le projet de loi ne sera pas complété par une disposition qui prévoit l'obligation pour le gouvernement de communiquer aux Chambres législatives, dans un délai déterminé, les modifications qui seraient apportées exclusivement à l'Annexe selon la procédure prévue à l'article 27.

En effet, il doit exister une certaine uniformité avec d'autres projets de loi portant assentiment aux traités dans lesquels se posaient des problèmes semblables et dans lesquels aucune disposition complémentaire n'a été ajoutée (*cf.* projet de loi).

Le Conseil d'État n'avait pas de remarques à formuler concernant ces projets de loi. (Voir Avis n° 37.834/3 concernant un avant-projet de loi «portant assentiment au protocole à la convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif aux métaux lourds, et aux Annexes, faits à Aarhus le 24 juin 1998»; Avis n° 38.031/3 concernant un avant-projet de loi «portant assentiment à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, et aux annexes A, B, C, D, E et F, faites à Stockholm le 22 mai 2001».)

diensten aan de minst gevorderde landen, in het bijzonder op het Afrikaanse continent. Daarom is het van cruciaal belang dat in ieder geval gedurende een periode van misschien voorlopige aard, gepaste maatregelen worden genomen om aan die naties en aan de gebruikers van telecommunicatiediensten aldaar het behoud van vitale verbindingen te garanderen en zo de gebruikers te beschermen die afhankelijk zijn van het ruimtesysteem INTELSAT.

Er dient te worden opgemerkt dat de Belgische ondertekenaar van de organisatie INTELSAT het autonome overheidsbedrijf Belgacom is, dat de rol van de vroegere RTT heeft overgenomen.

Bijgevolg heeft deze wet tot doel de bevoegde Belgische overheid het INTELSAT-verdrag te doen goedkeuren zoals in 2000 gewijzigd door de Assemblée van Partijen met het oog op de hervorming van die organisatie volgens het nieuwe structuurmodel dat hierboven beschreven is.

Op 25 januari 2005 heeft de Raad van State zijn advies gegeven met betrekking tot het voorontwerp van wet houdende instemming met de wijzigingen aan de Overeenkomst inzake de Internationale Organisatie voor Satellietcommunicatie, «INTELSAT», aangenomen te Washington op 17 november 2000. (Advies nr. 37.900/VR)

Er werd rekening gehouden met alle opmerkingen van de Raad van State, met uitzondering van hetgeen volgt :

Het ontwerp van wet zal niet aangevuld worden met een bepaling waarin staat dat de regering alle wijzigingen die, volgens de procedure bepaald in artikel 27, uitsluitend in de bijlage zouden zijn aangebracht, binnen een gestelde termijn aan de wetgevende kamers moet meedelen.

Er dient immers een zekere uniformiteit te bestaan met andere wetsontwerpen houdende instemming met verdragen waarbij zich gelijkaardige problemen stellen en waarbij er geen bijkomende bepaling in het wetsontwerp ingevoerd werd. (*cf.* wetsontwerp).

Met betrekking tot deze wetsontwerpen had de Raad van State geen opmerkingen te formuleren. (*cf.* Advies nr. 37.834/3 betreffende een voorontwerp van wet «houdende instemming met het Protocol bij het Verdrag van 1979 betreffende grensoverschrijdende luchtverontreiniging over lange afstand, inzake zware metalen, en met de Bijlagen, gedaan te Aarhus op 24 juni 1998»; Advies nr. 38.031/3 betreffende een voorontwerp van wet «houdende instemming met het Verdrag van Stockholm inzake persistente organische verontreinigende stoffen, en met de bijlagen A, B, C, D, E en F, gedaan te Stockholm op 22 mei 2001».)

Le caractère mixte (fédéral/Communautés) du traité a été constaté par le Groupe de travail « traités mixtes » en date du 26 avril 2005.

La Conférence interministérielle de Politique étrangère devrait entériner cette décision lors de sa prochaine réunion.

Le ministre des Affaires étrangères,

Karel DE GUCHT.

Le ministre de la Politique scientifique,

Marc VERWILGHEN.

De werkgroep « gemengde verdragen » heeft het gemengd karakter (federaal/Gemeenschappen) van het verdrag vastgesteld op 26 april 2005.

De interministeriële Conferentie voor Buitenlandse Politiek zou deze beslissing tijdens haar eerstkomende vergadering moeten goedkeuren.

De minister van Buitenlandse Zaken,

Karel DE GUCHT.

De minister van Wetenschapsbeleid,

Marc VERWILGHEN.

PROJET DE LOI

ALBERT II,

Roi des Belges,

À tous, présents et à venir;
SALUT.

Sur la proposition de Notre ministre des Affaires étrangères et de Notre ministre de la Politique scientifique,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre ministre des Affaires étrangères et Notre ministre de la Politique scientifique sont chargés de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives et de déposer au Sénat le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2

Les Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation internationale de télécommunications par satellites, «INTELSAT», adoptés à Washington le 17 novembre 2000, sortiront leur plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 14 juin 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le ministre des Affaires étrangères,

Karel DE GUCHT.

Le ministre de la Politique scientifique,

Marc VERWILGHEN.

WETSONTWERP

ALBERT II,

Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze minister van Buitenlandse Zaken en van Onze minister van Wetenschapsbeleid,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze minister van Buitenlandse Zaken en Onze minister van Wetenschapsbeleid zijn ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in Onze naam aan de Wetgevende Kamers voor te leggen en bij de Senaat in te dienen :

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2

De Wijzigingen aan de Overeenkomst inzake de Internationale Organisatie voor Satellietcommunicatie «INTELSAT», aangenomen te Washington op 17 november 2000, zullen volkomen gevolg hebben.

Gegeven te Brussel, 14 juni 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De minister van Buitenlandse Zaken,

Karel DE GUCHT.

De minister van Wetenschapsbeleid,

Marc VERWILGHEN.

AMENDEMENTS À L'ACCORD

relatif à l'Organisation internationale de telecommunications par satellites «INTELSAT».

Le titre de l'Accord est amendé en supprimant «INTELSAT».

Préambule

Le préambule est amendé — au paragraphe 2 en supprimant «lune» et en insérant à la place «Lune»;

en supprimant les paragraphes 3 à 7 inclus, depuis «Prenant acte» jusqu'à «télécommunications par satellites», et en insérant à la place le texte suivant :

Reconnaissant que, conformément à son but initial, l'organisation internationale de télécommunications par satellites a mis en place un système mondial par satellites destiné à fournir des services de télécommunications à toutes les régions du monde, qui a contribué à la paix et à l'entente mondiales,

Tenant compte du fait que la 24^e session de l'Assemblée des Parties de l'organisation internationale de télécommunications par satellites a décidé de procéder à une restructuration et une privatisation en créant une société privée supervisée par une organisation intergouvernementale,

Constatant que, du fait de la concurrence accrue dans la fourniture de services de télécommunications, il est devenu nécessaire pour l'organisation internationale de télécommunications par satellites de transférer son système spatial à la Société définie à l'article I, d, du présent accord afin que le système spatial continue d'être exploité de façon commercialement viable,

Visant à faire en sorte que la Société respecte les Principes fondamentaux énoncés à l'article III du présent accord et fournisse, sur une base commerciale, le secteur spatial nécessaire à des services publics de télécommunications internationales de haute qualité et de grande fiabilité.

Ayant déterminé qu'une organisation intergouvernementale de supervision, dont tout État membre des Nations unies ou de l'Union internationale des télécommunications peut devenir membre, est nécessaire pour assurer que la Société respecte les Principes fondamentaux sur une base continue,

Article I

L'article I (Définitions) est amendé —

au paragraphe a en supprimant «ses annexes» et en insérant à la place «son annexe»; en insérant «et tout amendement y afférent» après «son annexe» nouvellement inséré et en supprimant «INTELSAT» après «organisation internationale de télécommunications par satellites»;

en supprimant le paragraphe b et en nommant l'ancien paragraphe h paragraphe b;

en nommant l'ancien paragraphe j, paragraphe c;

en insérant la nouvelle définition suivante à la suite du paragraphe c, et en nommant ce paragraphe d :

d. le terme «Société» désigne l'entité ou les entités privées, créées aux termes du droit d'un ou plusieurs États à laquelle (auxquelles) le système spatial de l'organisation internationale de

VERTALING

WIJZIGINGEN AAN DE OVEREENKOMST

inzake de Internationale Organisatie voor Satellietcommunicatie «INTELSAT».

Het opschrift van de Overeenkomst wordt gewijzigd door «INTELSAT» te verwijderen.

Preambule

De Preambule wordt gewijzigd door :

De leden 3 tot en met 7, beginnend met «Gelet op» en eindigend met «wereldstelsel van communicatiesatellieten» te verwijderen en in plaats daarvan het volgende in te voegen :

Erkennende dat de Internationale Organisatie voor Telecommunicatiesatellieten in overeenstemming met haar oorspronkelijke doel een wereldwijd satellietsysteem in het leven heeft geroepen voor het leveren van telecommunicatiediensten in alle gebieden ter wereld, hetgeen heeft bijgedragen aan de wereldvrede en begrip,

In acht nemende dat de 24e Vergadering van Partijen van de Internationale Organisatie voor Telecommunicatiesatellieten heeft besloten tot herstructureren en privatisering door oprichting van een private onderneming onder toezicht van een intergouvernementele organisatie,

Erkennende dat de toegenomen concurrentie in de levering van telecommunicatiediensten de Internationale Organisatie voor Telecommunicatiesatellieten ertoe heeft genoopt haar ruimtesysteem over te dragen aan de in artikel I, lid d, van deze Overeenkomst omschreven Onderneming zodat het ruimtesysteem bij voortdurend op een commercieel levensvatbare wijze kan worden geëxploiteerd,

Beogend dat de Onderneming de in artikel III van deze Overeenkomst vervatte Grondbeginselen zal naleven en op commerciële basis de voor kwalitatief hoogwaardige en betrouwbare internationale openbare telecommunicatie vereiste ruimtesector zal verschaffen,

Vastgesteld hebbende dat behoefte bestaat aan een intergouvernementele toezichthouderende organisatie, waarvan elke lidstaat van de Verenigde naties of van de Internationale Telecommunicatie-Unie Partij kan worden, om erop toe te zien dat de Onderneming de Grondbeginselen bij voortdurend naleeft,

Artikel I

Artikel I (Begripsomschrijvingen) wordt gewijzigd :

door in lid a «Bijlagen» te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : «Bijlage», door na het nieuw ingevoegde «Bijlage» in te voegen : «en wijzigingen daarvan», en door «INTELSAT» te verwijderen;

door lid b te verwijderen en lid h om te letteren naar lid b;

door lid j om te letteren naar lid c

door na lid c de volgende nieuwe begripsomschrijving in te voegen, aangeduid met lid d :

d. «Onderneming»: het private orgaan dat of de private organen die ingevolge het recht van een of meerdere staten wordt of worden opgericht en aan welke het ruimtesysteem van de

télécommunications par satellites est transféré, y compris les entités leur succédant en droit;

en supprimant le texte du paragraphe e et en insérant à la place la nouvelle définition suivante :

les termes «sur une base commerciale» signifient conformément à la pratique commerciale habituelle et coutumière du secteur des télécommunications;

en nommant l'ancien paragraphe f paragraphe p;

en nommant l'ancien paragraphe k paragraphe f, en supprimant «d'INTELSAT» et en insérant à la place «de la Société»;

en supprimant le paragraphe g et en nommant l'ancien paragraphe c paragraphe g;

en insérant la nouvelle définition suivante à la suite du paragraphe g :

h. les termes «obligation de connexité vitale» ou «LCO» désignent l'obligation assumée par la Société, telle qu'énoncée dans le contrat LCO, de fournir des services continus de télécommunications au client LCO,

en supprimant le texte du paragraphe i et en insérant à la place le texte du paragraphe d;

en insérant les nouvelles définitions suivantes à la suite du paragraphe i, et en nommant ces paragraphes j et k :

j. les termes «Accord de services publics» désignent l'instrument juridiquement contraignant par lequel l'ITSO s'assure que la Société respecte les Principes fondamentaux;

k. les termes «Principes fondamentaux» désignent les principes décrits à l'article III;

en supprimant le texte du paragraphe 1 et en insérant à la place la nouvelle définition suivante :

les termes «patrimoine commun.» désignent les assignations de fréquences associées aux positions orbitales en cours de publication anticipée ou de coordination ou enregistrées au nom des Parties auprès de l'Union internationale des télécommunications (UIT), en conformité avec les dispositions, du Règlement des radiocommunications de l'UIT, qui sont transférées à une ou plusieurs Parties aux termes de l'article XII;

en nommant l'ancien paragraphe m paragraphe q et en insérant, comme texte du nouveau paragraphe m» la définition suivante :

m. les termes «couverture mondiale» désignent la couverture géographique maximum de la terre vers le parallèle le plus au nord et le parallèle le plus au sud visibles depuis des satellites déployés à des emplacements orbitaux géostationnaires;

en supprimant le texte du paragraphe n et en insérant à la place ce qui suit :

les tenues «connexité mondiale» désignent les moyens d'interconnexion offerts aux clients de la Société par l'intermédiaire de la couverture mondiale que la Société fournit pour permettre des communications au sein des cinq régions de l'Union internationale des télécommunications définies par la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications qui s'est tenue à Montreux en 1965, et entre ces régions;

en ajoutant la nouvelle définition suivante après le paragraphe n et en nommant ce paragraphe o :

Internationale Organisatie voor Telecommunicatiesatellieten wordt overgedragen en welke hun rechtsopvolgers omvat;

door de tekst van lid e te verwijderen en in plaats daarvan de volgende nieuwe begripsomschrijving in te voegen :

«Op commerciële basis»: in overeenstemming met de gebruiken en praktijken in de telecommunicatie-industrie;

door lid f om te letteren naar lid p. en in de Engelse tekst na «or» in te voegen : «has»;

door lid k om te letteren naar lid f, «INTELSAT-ruimtesector» te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : «ruimtesector van de Onderneming»;

door lid g te verwijderen en lid c om te letteren naar lid g;

door de volgende nieuwe begripsomschrijving in te voegen na lid g :

h. «Lifeline Connectivity Obligation» of «LCO»: de in het LCO-contract vervatte verplichting van de Onderneming om ononderbroken telecommunicatiediensten aan de LCO-cliënt te verstrekken;

door de tekst van lid i te verwijderen en in plaats daarvan de tekst van lid d in te voegen;

door de volgende nieuwe begripsomschrijvingen na lid i in te voegen, aangeduid met de leden j en k :

j. «Algemene Dienstenovereenkomst»: het juridisch bindende instrument via welk ITSO waarborgt dat de Onderneming de Grondbeginsele naleeft;

k. «Grondbeginsele»: de in artikel III vervatte beginselen;

door de tekst van lid l te verwijderen en in plaats daarvan de volgende nieuwe begripsomschrijving in te voegen :

«Gemeenschappelijk Erfgoed»: die met baanlocaties samenhangende frequentietoewijzingen die zich bevinden in een vergevorderd stadium van publicatie of coördinatie of die zijn geregistreerd namens de Partijen bij de Internationale Telecommunicatie-Unie («ITU»), in overeenstemming met de in het ITU-Radioreglement vervatte bepalingen, welke ingevolge artikel XII aan een of meerdere Partijen worden overgedragen;

door aan het einde van lid m «en» te verwijderen, lid m om te letteren naar lid q en als tekst van het nieuwe lid m de volgende begripsomschrijving in te voegen :

m. «Mondiale dekking»: de maximale geografische dekking van de aarde naar de meest noordelijke en zuidelijke breedtecirkels die zichtbaar zijn vanaf in geostationaire baanlocaties geplaatste satellieten;

door de tekst van lid n te verwijderen en in plaats daarvan het volgende in te voegen :

«Mondiale verbinding»: mogelijkheden tot onderlinge verbinding die voor de cliënten van de Onderneming beschikbaar zijn via de mondiale dekking die de Onderneming verzorgt teneinde communicatie mogelijk te maken binnen en tussen de vijf ITU-regio's zoals omschreven door de in 1965 te Montreux gehouden plenipotentiaire conferentie van de Internationale Telecommunicatie-Unie;

door de volgende nieuwe begripsomschrijving na lid n toe te voegen en deze om te letteren naar lid o :

o. les termes « accès non discriminatoire » désignent l'opportunité d'accès au système de la Société sur une base égale et équitable;

en ajoutant les nouvelles définitions suivantes après le paragraphe q et en nommant ces paragraphes r et s;

r. les termes « clients LCO » désignent tous les clients en droit de bénéficier et ayant signé des contrats LCO;

s. le terme « administration » désigne tout département ou service officiel responsable du respect des obligations émanant de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications, de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et de ses règlements administratifs.

Article II

L'article II est amendé —

en supprimant « d'INTELSAT » dans le titre, et en insérant « de l'ITSO »;

en supprimant tout le texte de l'article II et en insérant à la place ce qui suit :

Tenant dûment compte des principes énoncés ci-dessus dans le Préambule, les Parties créent l'Organisation internationale de télécommunications par satellites, dénommée ci-après « ITSO »,

Article III

L'article III est amendé —

en lui donnant le nouveau titre suivant: « But principal et Principes fondamentaux de l'ITSO »;

en supprimant le paragraphe a;

en supprimant le « b » du paragraphe « b »; en insérant « aux fins d'application de l'article III » après « internationales »; en nommant l'ancien alinéa b, i paragraphe a, et en nommant l'alinéa b; ii paragraphe b; en supprimant « la Réunion des Signataires, compte tenu de l'avis exprimé par le Conseil des gouverneurs, ait donné préalablement l'autorisation appropriée » dans le nouveau paragraphe b, et en insérant à la place, ce qui suit : « l'autorisation appropriée » ait été donnée et en déplaçant l'ancien paragraphe b amendé et en l'insérant à l'article IV;

en supprimant tout le reste du texte de l'article III et en insérant à la place ce qui suit :

a. En tenant compte de rétablissement de la Société, le but principal de l'ITSO est de s'assurer, par le biais de l'Accord de services publics, que la Société fournit, sur une base commerciale, des services publics de télécommunications internationales, afin de veiller au respect des Principes fondamentaux,

b. Les Principes fondamentaux sont les suivants :

i. maintenir la connectivité mondiale et la couverture mondiale;

ii. desservir ses clients ayant des connectivités vitales;

iii. fournir un accès non discriminatoire au système de la Société.

o. « Non-discriminatoire toegang »: eerlijke en gelijke gelegenheid tot toegang tot het systeem van de Onderneming;

door de volgende nieuwe begripsomschrijvingen na lid q toe te voegen en deze leden r en s te noemen :

r. « LCO-clients »: alle cliënten die in aanmerking komen voor en die LCO-contracten sluiten; en

s. « Administratie »: een regeringsafdeling of -instantie verantwoordelijk voor de naleving van de verplichtingen die zijn afgeleid van het Statuut van de Internationale Telecommunicatie-Unie, het Verdrag van de Internationale Telecommunicatie-Unie, en de administratieve Voorschriften hiervan.

Artikel II

Artikel II wordt gewijzigd:

door in het opschrift « INTELSAT » te verwijderen en in te voegen : « ITSO »;

door de volledige tekst van artikel II te verwijderen en in plaats daarvan het volgende in te voegen :

Met volledige inachtneming van de in de Preamble van deze Overeenkomst neergelegde beginselen richten de Partijen de Internationale Organisatie voor Telecommunicatiesatellieten, hierna te noemen « ITSO », op.

Artikel III

Artikel III wordt gewijzigd:

door het opschrift te vervangen door « Hoofddoel en Grondbeginselen van ITSO »;

door lid a te verwijderen;

door in lid b de aanduiding « b » te verwijderen; door na « zullen » toe te voegen « ten behoeve van de toepassing van artikel III »; door lid b, paragraaf i om te letteren naar lid a, en lid b, paragraaf ii om te letteren naar lid b; door « Vergadering van Ondertekenaars, gelet op door de Raad van Bestuur gegeven advies, de desbetreffende goedkeuring vooraf heeft verleend » in het nieuwe lid b te verwijderen en in plaats daarvan het volgende in te voegen : « desbetreffende goedkeuring is verleend »; door het oude lid b, zoals gewijzigd, te verplaatsen naar artikel IV;

door alle resterende tekst van artikel III te verwijderen en in plaats daarvan het volgende in te voegen :

a. Met inachtneming van de oprichting van de Onderneming is het hoofddoel van ITSO, door middel van de algemene Dienstenovereenkomst, erop toe te zien dat de Onderneming op commerciële basis internationale openbare telecommunicatiediensten levert, teneinde de uitvoering van de Grondbeginselen te waarborgen.

b. De Grondbeginselen zijn :

i. instandhouding van mondiale verbindingen en mondiale dekking;

ii. bediening van de LCO-clients; en

iii. verlening van non-discriminatoire toegang tot het systeem van de Onderneming.

Article IV

L'article IV est amendé —

en lui donnant le nouveau titre suivant : « Services publics de télécommunications nationales couverts »;

en supprimant « INTELSAT » et en insérant à la place « L'ITSO » au paragraphe a;

en nommant l'ensemble du texte amendé de l'article IV (Personnalité juridique) article VI, à l'exception de l'ancien paragraphe b de l'article III, tel qu'amendé ci-dessus, qui est inséré comme nouveau texte de l'article IV.

Article V

L'article V est amendé —

en lui donnant le nouveau titre suivant : « Supervision »;

en supprimant l'ensemble du texte actuel de l'article V et en insérant à la place le texte suivant ;

L'ITSO prend toutes les mesures appropriées, y compris la conclusion de l'Accord de services publics, pour superviser l'exécution par la Société des Principes fondamentaux, en particulier le principe d'accès non discriminatoire au système de la Société pour les services publics de télécommunications existants et futurs offerts par la Société lorsque la capacité de secteur spatial est disponible sur une base commerciale.

Article VI

L'article VI est amendé —

en supprimant « d'INTELSAT » dans le titre, et en insérant à la place « de l'ITSO »;

en nommant article VIII;

en modifiant le nouvel article VIII pour le formuler comme suit :

L'ITSO comprend les organes suivants :

a. l'Assemblée des Parties;

b. un organe exécutif dirigé par le Directeur général responsable devant l'Assemblée des Parties.

Article VII

L'article VII (Assemblée des Parties) est amendé —

en déplaçant le texte de l'article VII pour le mettre à l'article IX;

en donnant à l'article VII le nouveau titre suivant : « Principes financiers »;

en insérant le nouveau texte suivant à l'article VII :

a. L'ITSO sera financée pour la période de douze ans établie à l'article XXI, grâce à certains actifs financiers qu'elle conservera au moment du transfert du système spatial de l'ITSO à la Société.

Artikel IV

Artikel IV wordt gewijzigd :

door het opschrift te vervangen door « Verzorgde Binnenlandse Openbare Telecommunicatiediensten »;

door in lid a « INTELSAT » te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : « ITSO »;

door de volledige tekst van artikel IV (Rechtspersoonlijkheid), zoals gewijzigd, te hernoemen tot artikel VI, behoudens het oude lid b van artikel III, zoals hierboven gewijzigd, die wordt ingevoegd als de nieuwe tekst van artikel IV.

Artikel V

Artikel V wordt gewijzigd :

door het opschrift te vervangen door « Toezicht »;

door de volledige bestaande tekst van artikel V te verwijderen en in plaats daarvan het volgende in te voegen :

ITSO neemt alle nodige maatregelen, waaronder het sluiten van de algemene Dienstenovereenkomst, om toe te zien op de uitvoering door de Onderneming van de Grondbeginselen, in het bijzonder het beginsel van non-discriminatoire toegang tot het systeem van de Onderneming voor bestaande en toekomstige openbare telecommunicatiediensten die door de Onderneming worden geleverd wanneer op commerciële basis ruimtesectorcapaciteit beschikbaar is.

Artikel VI

Artikel VI wordt gewijzigd :

door in het opschrift « INTELSAT » te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : « ITSO »;

door het om te nummeren naar Artikel VIII;

door het omgenummerde Artikel VIII als volgt te wijzigen :

ITSO heeft de volgende organen :

a. de Assemblee van Partijen; en

b. een uitvoerend orgaan, met aan het hoofd de Directeur-Generaal, dat verantwoording verschuldigd is aan de Assemblee van Partijen.

Artikel VII

Artikel VII (Assemblee van Partijen) wordt gewijzigd :

door de tekst van Artikel VII te verplaatsen naar artikel IX;

door het opschrift van Artikel VII te vervangen door « Financiële grondbeginselen »;

door de volgende nieuwe tekst als Artikel VII in te voegen :

a. ITSO wordt voor het in artikel XXI bepaalde tijdvak van twaalf jaren gefinancierd door het vasthouden van bepaalde financiële middelen ten tijde van de overdracht van het ITSO-ruimtesysteem aan de Onderneming.

b. Dans le cas où l'ITSO continue d'exister au-delà de douze ans, l'ITSO obtient un financement par le biais de l'Accord de services publics.

Article VIII

L'article VIII (Réunion des Signataires) est amendé —

en supprimant le titre et la totalité du texte de l'ancien article VIII et en insérant à la place le texte et le titre amendés de l'article VI, tel qu'amendé ci-dessus, et nommé article VIII.

Article IX

L'article IX est amendé —

en supprimant la totalité du texte de l'ancien article IX;

en donnant à l'article IX le nouveau titre suivant : « Assemblée des Parties »;

en modifiant le texte de l'ancien article VII (Assemblée des Parties), nommé ci-dessus article IX, comme suit :

en supprimant « INTELSAT » et en insérant à la place « ITSO » au paragraphe a;

en supprimant les paragraphes b à e compris, et en insérant à la place ce qui suit :

b. L'Assemblée des Parties prend en considération la politique générale et les objectifs à long terme de l'ITSO.

c. L'Assemblée des Parties prend en considération les questions qui intéressent particulièrement les Parties en tant qu'États souverains, notamment elle assure que la Société fournit, sur une base commerciale, des services publics de télécommunications internationales, afin de :

i. maintenir la connexité mondiale et la couverture mondiale;

ii. desservir ses clients ayant des connexités vitales;

iii. fournir un accès non discriminatoire au système de la Société.

d. L'Assemblée des Parties a les fonctions et pouvoirs suivants :

i. elle donne les instructions qu'elle juge appropriées à l'organe exécutif de l'ITSO en particulier en ce qui concerne l'examen par celui-ci des activités de la Société qui sont directement liées aux Principes fondamentaux;

ii. elle examine et prend les décisions relatives aux propositions d'amendements de l'Accord conformément à l'article XV du présent accord;

iii. elle nomme et démet de ses fonctions le Directeur général conformément à l'article X;

iv. elle examine les rapports remis par le Directeur général qui ont trait au respect par la Société des Principes fondamentaux et prend des décisions sur ces rapports;

b. In het geval dat ITSO na twaalf jaar doorgaat, verkrijgt ITSO financiering via de algemene Dienstenovereenkomst.

Artikel VIII

Artikel VIII (Vergadering van Ondertekenaars) wordt gewijzigd:

door het opschrift en de volledige tekst van het oude Artikel VIII te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen de gewijzigde tekst en het gewijzigde opschrift van Artikel VI, zoals hierboven gewijzigd en hierboven omgenummerd naar Artikel VIII.

Artikel IX

Artikel IX wordt gewijzigd:

door de volledige tekst van het oude Artikel IX te verwijderen;

door het opschrift van Artikel IX te vervangen door « Assemblee van Partijen »;

door de tekst van het oude Artikel VII (Assemblee van Partijen), hierboven omgenummerd naar Artikel IX, als volgt te wijzigen :

door in lid a « INTELSAT » te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : « ITSO »;

door de leden b tot en met e te verwijderen en in plaats daarvan het volgende in te voegen :

b. De Assemblee van Partijen bestudeert het algemeen beleid en de doelstellingen op lange termijn van ITSO.

c. De Assemblee van Partijen behandelt aangelegenheden die van primair belang zijn voor de Partijen als soevereine Staten, en ziet er in het bijzonder op toe dat de Onderneming, op commerciële basis, internationale openbare telecommunicatiediensten levert, met het oog op :

i. instandhouding van mondiale verbindingen en mondiale dekking;

ii. bediening van de LCO-clients; en

iii. verlening van non-discriminatoire toegang tot het systeem van de Onderneming.

d. De Assemblee van Partijen heeft de volgende functies en bevoegdheden :

i. het leiding geven aan het uitvoerend orgaan van ITSO op een door haar passend geachte wijze, in het bijzonder betreffende de toetsing door het uitvoerend orgaan van de activiteiten van de Onderneming die in rechtstreeks verband staan met de Grondbeginselen;

ii. het overwegen en nemen van beslissingen ten aanzien van voorstellen tot wijziging van deze Overeenkomst overeenkomstig artikel XV van deze Overeenkomst;

iii. het benoemen en ontslaan van de Directeur-Général overeenkomstig artikel X;

iv. het bestuderen en nemen van beslissingen ten aanzien van door de Directeur-Général voorgelegde rapporten die betrekking hebben op de naleving door de Onderneming van de Grondbeginselen;

- | | |
|--|--|
| <p>v. elle examine et, à sa discréction, prend des décisions sur les recommandations du Directeur général;</p> <p>vi. elle adopte, en vertu des dispositions du paragraphe b. de l'article XIV de l'Accord, les décisions concernant le retrait d'une Partie de l'ITSO;</p> <p>vii. elle adopte les décisions concernant les questions relatives aux relations officielles entre l'ITSO et les États, qu'ils soient ou non Parties, ou les organisations internationales;</p> <p>viii. elle examine les réclamations qui lui sont soumises par les Parties;</p> <p>ix. elle examine les questions relatives au patrimoine commun des Parties;</p> <p>x. elle adopte les décisions relatives à l'autorisation mentionnée au b de l'article IV de l'Accord;</p> <p>xi. elle examine et approuve le budget de l'ITSO pour toute période décidée par l'Assemblée des Parties;</p> <p>xii. elle prend toute décision nécessaire pour ce qui est des dépenses imprévues pouvant sortir du budget approuvé;</p> <p>xiii. elle nomme un commissaire aux comptes pour examiner les dépenses et les comptes de l'ITSO;</p> <p>xiv. elle choisit les experts juridiques mentionnés à l'article 3 de l'Annexe A de l'Accord;</p> <p>xv. elle détermine les conditions dans lesquelles le Directeur général peut engager une procédure d'arbitrage à l'encontre de la Société en vertu de l'Accord de services publics;</p> <p>xvi. elle décide des amendements qu'il est proposé d'apporter à l'Accord de services publics;</p> <p>xvii. elle exerce toute autre fonction relevant de sa compétence au titre de tout autre article de l'Accord.</p> <p>e. L'Assemblée des Parties se réunit en session ordinaire tous les deux ans, en commençant au plus tard douze mois après le transfert du système spatial de l'ITSO à la Société. En plus des sessions ordinaires, l'Assemblée des Parties peut tenir des sessions extraordinaires convoquées à la demande de l'organe exécutif en vertu des dispositions du paragraphe k de l'article X, ou sur demande écrite d'une ou plusieurs Parties adressée au Directeur général précisant l'objet de la réunion sous réserve de l'acceptation d'au moins un tiers des Parties, y compris celles qui ont présenté la demande. L'Assemblée des Parties définit les conditions dans lesquelles le Directeur général peut convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée des Parties.</p> <p>en supprimant « Chaque Partie dispose d'une voix » au paragraphe f;</p> <p>en ajoutant ce qui suit à la fin du paragraphe f::</p> <p>Les Parties ont la possibilité de voter par procuration ou par d'autres moyens jugés appropriés par l'Assemblée des Parties et reçoivent les informations nécessaires suffisamment longtemps avant la session de l'Assemblée des Parties.</p> <p>en nommant l'ancien paragraphe g paragraphe h et en insérant ce qui suit après « membres du bureau »:</p> <p>« ainsi que des dispositions concernant la participation et le vote ».</p> | <p>v. het overwegen en, naar eigen oordeel, nemen van beslissingen inzake aanbevelingen van de Directeur-Generaal;</p> <p>vi. het nemen van beslissingen ingevolge artikel XVI, lid b, van deze Overeenkomst in verband met de terugtrekking van een Partij uit ITSO;</p> <p>vii. het beslissen over vraagstukken betreffende de formele betrekkingen tussen ITSO en al dan niet Partij zijnde Staten, of internationale organisaties;</p> <p>viii. het in overweging nemen van door de Partijen voorgelegde klachten;</p> <p>ix. het behandelen van kwesties die betrekking hebben op het Gemeenschappelijk Erfgoed van de Partijen;</p> <p>x. het nemen van beslissingen betreffende de in artikel IV, lid b, van deze Overeenkomst bedoelde goedkeuring;</p> <p>xi. het bestuderen en goedkeuren van de begroting van ITSO voor het door de Assemblee van Partijen overeengekomen tijdvak;</p> <p>xii. het nemen van de nodige beslissingen ten aanzien van onvoorzien gebeurtenissen die zich kunnen voordoen buiten de goedgekeurde begroting;</p> <p>xiii. het benoemen van een accountant voor de beoordeling van de uitgaven en rekeningen van ITSO;</p> <p>xiv. het kiezen van de in artikel 3 van Bijlage A bij deze Overeenkomst bedoelde juridische deskundigen;</p> <p>xv. het vaststellen van de voorwaarden waarop de Directeur-Generaal een arbitrageprocedure tegen de Onderneming kan instellen ingevolge de algemene Dienstenovereenkomst;</p> <p>xvi. het nemen van beslissingen over voorgestelde wijzigingen van de Algemene Dienstenovereenkomst; en</p> <p>xvii. het uitoefenen van alle overige functies die krachtens een ander artikel van deze Overeenkomst aan haar worden toegekend.</p> <p>e. De Assemblee van Partijen komt elke twee jaren in gewone zitting bijeen, te beginnen uiterlijk twaalf maanden na de overdracht van het ITSO-ruimtesysteem aan de Onderneming. Buiten de gewone vergaderingen van de Partijen kan de Assemblee van Partijen bijeenkomen in buitengewone vergaderingen, die bijeen kunnen worden geroepen op verzoek van het uitvoerend orgaan, handelend ingevolge het bepaalde in artikel X, lid k, of op schriftelijk verzoek van een of meerdere Partijen dat wordt gesteund door ten minste een derde van de Partijen, met inbegrip van de verzoekende Partijen, aan de Directeur-Generaal, met vermelding van het doel van de vergadering. De Assemblee van Partijen stelt de voorwaarden vast onder welke de Directeur-Generaal een buitengewone vergadering van de Assemblee van Partijen bijeen kan roepen.</p> <p>door in lid f « Elke Partij brengt één stem uit. » te verwijderen;</p> <p>door aan het einde van lid f het volgende toe te voegen :</p> <p>Partijen wordt de gelegenheid geboden bij volmacht of op andere door de Assemblee van Partijen passend geachte wijze te stemmen en worden tijdig vóór de vergadering van de Assemblee van Partijen van de benodigde informatie voorzien.</p> <p>door lid g om te letteren naar lid h en het volgende na « functionarissen » in te voegen :</p> <p>« alsmede voorzieningen voor deelname en stemming ».</p> |
|--|--|

en insérant le nouveau paragraphe g suivant :

g. Pour toute session de l'Assemblée des Parties, chaque Partie dispose d'une voix.

en nommant l'ancien paragraphe h paragraphe i et en supprimant «d'INTELSAT» et tous les mots suivants jusqu'à la fin de la phrase, et en insérant à la place «de l'ITSO»,

Article X

L'article X est amendé —

en donnant à l'article X le nouveau titre suivant; «Directeur général» et en supprimant la totalité du texte de l'article X et en insérant à la place ce qui suit :

a. L'organe exécutif est dirigé par le Directeur général qui est directement responsable devant l'Assemblée des Parties.

b. Le Directeur général :

i. est le fonctionnaire de rang le plus élevé du personnel et le représentant légal de l'ITSO; il est responsable de l'exécution de toutes les fonctions de gestion, y compris l'exercice des droits aux termes de contrats;

ii. agit conformément aux directives et aux instructions de l'Assemblée des Parties;

iii. est nommé par l'Assemblée des Parties pour un mandat de quatre ans ou toute autre période décidée, par l'Assemblée des Parties. Il peut être relevé de ses fonctions par décision motivée de l'Assemblée des Parties. Aucun Directeur général n'est nommé pour plus de huit ans.

c. Les considérations principales qui doivent entrer en ligne de compte pour la nomination du Directeur général et le recrutement des autres membres du personnel de l'organe exécutif doivent être de nature à assurer, les normes les plus élevées d'intégrité, de compétence et d'efficacité, en tenant compte des avantages que pourraient présenter un recrutement et un déploiement sur une base régionale et géographiquement diversifiée. Le Directeur général et les autres membres du personnel de l'organe exécutif s'abstiennent de tout acte incompatible avec leurs responsabilités envers l'ITSO.

d. Le Directeur général, sous réserve des orientations et instructions de, l'Assemblée des Parties, détermine la structure, les niveaux d'effectifs et les modalités type d'emploi des dirigeants et employés et nomme le personnel de l'organe exécutif. Le Directeur général peut choisir des experts-conseils et autres, conseillers de l'organe exécutif

e. Le Directeur général supervise le respect par la Société des Principes fondamentaux.

f. Le Directeur général :

i. surveille le respect par la Société du Principe fondamental consistant à desservir les clients LCO en respectant les contrats LCO;

ii. examine les décisions prises par la Société pour ce qui est dès demandes d'admissibilité à conclure un contrat LCO;

iii. aide les clients LCO à résoudre leurs différends «avec la Société en fournissant des services de conciliation;

Door het volgende nieuwe lid g in te voegen:

g. Bij elke vergadering van de Assemblee van Partijen kan elke Partij één stem uitbrengen.

Door lid h om te letteren naar lid i en «INTELSAT» en alle woorden daarop volgend tot aan het einde van de zin te verwijderen, en in plaats daarvan in te voegen: «ITSO».

Artikel X

Artikel X wordt gewijzigd :

door het opschrift van Artikel X te vervangen door «Directeur-Generaal»; door de volledige tekst van artikel X te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen :

a. Het uitvoerend orgaan wordt geleid door de Directeur-Generaal die rechtstreeks verantwoording verschuldigd is aan de Assemblee van Partijen.

b. De Directeur-Generaal :

i. is de directeur en de wettelijk vertegenwoordiger van ITSO en is verantwoordelijk voor de uitvoering van alle managementfuncties, met inbegrip van de uitoefening van contractuele rechten;

ii. treedt op in overeenstemming met de beleidslijnen en richtlijnen van de Assemblee van Partijen; en

iii. wordt door de Assemblee van Partijen benoemd voor een termijn van vier jaar of een ander tijdvak waartoe de Assemblee van Partijen besluit. De Directeur-Generaal kan door de Assemblee van Partijen om gegronde redenen uit zijn functie worden ontset. Niemand wordt voor langer dan acht jaar tot Directeur-Generaal benoemd.

c. De belangrijkste overweging bij de benoeming van de Directeur-Generaal en bij de keuze van ander personeel van het uitvoerend orgaan is de noodzaak te zorgen voor de hoogste mate van integriteit, competentie en doelmatigheid, met aandacht voor de mogelijke voordelen van werving en inzet op een regionaal en geografisch gezien uiteenlopende basis. De Directeur-Generaal en het personeel van het uitvoerend orgaan onthouden zich van activiteiten die onverenigbaar zijn met hun verantwoordelijkheden ten aanzien van ITSO.

d. De Directeur-Generaal bepaalt, onder aansturing en instructies van de Assemblee van Partijen, de structuur, het aantal personeelsleden en vaste arbeidsvoorwaarden van functionarissen en medewerkers, en benoemt het personeel van het uitvoerend orgaan. De Directeur-Generaal kan consultants en andere adviseurs bij het uitvoerend orgaan selecteren.

e. De Directeur-Generaal ziet erop toe dat de Onderneming de Grondbeginselementen onderschrijft.

f. De Directeur-Generaal :

i. monitort de eerbiediging van de Onderneming van het Grondbeginselement LCO-clients te bedienen door naleving van LCO-contracten;

ii. bestudeert de door de Onderneming genomen besluiten ten aanzien van petities om in aanmerking te komen voor het sluiten van een LCO-contract;

iii. assisteert LCO-clients bij de beslechting van hun geschillen met de Onderneming door conciliatiедiensten te verlenen; en

iv. dans le cas où un client LCO décide d'engager une procédure d'arbitrage contre la Société, donne des conseils sur le choix des experts-conseils et des arbitres.

g. Le Directeur général rend compte aux Parties des questions auxquelles il est fait référence aux paragraphes d à f.

h. En application des modalités qui seront établies par l'Assemblée des Parties, le Directeur général peut engager une procédure d'arbitrage à rencontra de la Société en vertu de l'Accord de services publics.

i. Le Directeur général traite avec la Société conformément à l'Accord de services publics.

j. Le Directeur général, au nom de l'ITSO, examine toutes les questions afférentes au patrimoine commun des Parties et communique les vues des Parties à (aux) l'Administration(s) notificatrice(s).

k. Lorsque le Directeur général estime que le fait qu'une Partie n'aît pas pris de mesure aux termes du paragraphe c de l'article XI a porté atteinte à la capacité de la Société à respecter les Principes fondamentaux, le Directeur général contacte ladite Partie en vue de trouver une solution à cette situation et peut, conformément aux conditions définies par l'Assemblée des Parties et stipulées au paragraphe e de l'article IX, convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée des Parties.

1. L'Assemblée des Parties désigne un haut fonctionnaire de l'organe exécutif pour assumer les fonctions de Directeur général par intérim lorsque le Directeur général est absent, empêché de remplir ses fonctions ou lorsque son poste devient vacant. Le Directeur général par intérim détient les compétences attribuées au Directeur général en vertu du présent accord. En cas de vacance, le Directeur général par intérim assume ses fonctions jusqu'à l'entrée en fonctions d'un Directeur général nommé et confirmé, dans les meilleurs délais, conformément à l'alinéa iii du paragraphe b du présent article.

iv. verstrekt, in het geval dat een LCO-cliënt besluit een arbitrageprocedure tegen de Onderneming in te stellen, advies betreffende de keuze van consultants en scheidsrechters.

g. De Directeur-Generaal brengt aan de Partijen verslag uit over de in de leden d tot en met f bedoelde aangelegenheden.

h. Ingevolge de door de Assemblée van Partijen vast te stellen voorwaarden kan de Directeur-Generaal een arbitrageprocedure tegen de Onderneming instellen uit hoofde van de algemene Dienstenovereenkomst.

i. De Directeur-Generaal handelt ten aanzien van de Onderneming overeenkomstig de algemene Dienstenovereenkomst.

j. De Directeur-Generaal bestudeert alle kwesties die voortkomen uit het Gemeenschappelijk Erfgoed van de Partijen en deelt de standpunten van de Partijen mede aan de Kennisgevende administratie(s).

k. Wanneer de Directeur-Generaal van mening is dat door het verzuim van een Partij om de nodige maatregelen uit hoofde van artikel XI, lid c, te nemen de Onderneming de mogelijkheid is ontnomen de Grondbeginselen na te leven, neemt de Directeur-Generaal met die Partij contact op teneinde hiervoor een oplossing te vinden en kan hij, in overeenstemming met de door de Assemblée van Partijen ingevolge artikel IX, lid e, vastgestelde voorwaarden een buitengewone vergadering van de Assemblée van Partijen bijeenroepen.

1. De Assemblée van Partijen wijst een senior functionaris van het uitvoerend orgaan aan die optreedt als Waarnemend Directeur-Generaal wanneer de Directeur-Generaal afwezig is of niet in staat is zijn taken te vervullen, of indien de functie van Directeur-Generaal vacant wordt. De Waarnemend Directeur-Generaal is gerechtigd tot uitoefening van alle bevoegdheden van de Directeur-Generaal uit hoofde van deze Overeenkomst. In het geval van een vacature treedt de Waarnemend Directeur-Generaal in die hoedanigheid op totdat het ambt wordt aanvaard door een Directeur-Generaal die zo snel mogelijk overeenkomstig lid b, paragraaf iii), van dit artikel wordt benoemd en bevestigd.

Article XI

L'article XI est amendé —

en donnant à l'article XI le nouveau titre suivant : « Droits et obligations des Parties »;

en supprimant la totalité du texte de l'article XI et en insérant à la place le texte de l'article XIV en. l'amendant comme suit :

au paragraphe a, en supprimant « et les Signataires » et en insérant «, les Principes fondamentaux visés à l'article III » après « Préambule »;

au paragraphe b, en supprimant « et tous les Signataires doivent être autorisés » et en insérant à la place « sont autorisées »; en supprimant « ils sont en droit d'être représentés » et en insérant à la place « elles sont en droit d'être représentées »; en supprimant « et dé l'Accord d'exploitation »; en supprimant le mot « INTELSAT » les deux fois où il apparaît et en insérant « l'ITSO »; en supprimant « ou le Signataire A » après le mot « Partie » et en supprimant « et de tous les Signataires »;

en supprimant les paragraphes c à g compris et en insérant à la place le nouveau paragraphe c suivant :

c. Les Parties prennent, de façon transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence, aux termes de la

Artikel XI

Artikel XI wordt gewijzigd :

door het opschrift te vervangen door « Rechten en verplichtingen van Partijen »;

door de volledige tekst van artikel XI te verwijderen en in plaats daarvan de tekst van artikel XIV in te voegen en de tekst als volgt te wijzigen :

door in lid a « en Ondertekenaars » te verwijderen en na « Preambule opgenomen beginselen » in te voegen ; « de Grondbeginselen in artikel III »;

door in lid b « en Ondertekenaars » en « en alle Ondertekenaars » te verwijderen; door op alle plaatsen waar dit voorkomt het woord « INTEL-SAT » te verwijderen en het woord « ITSO » in te voegen; door « of de Exploitatie-overeenkomst » te verwijderen; en door na het woord « Partij » « of de Ondertekenaar » te verwijderen;

door de leden c tot en met g te verwijderen en in plaats daarvan het volgende nieuwe lid c in te voegen :

c. Alle Partijen nemen de noodzakelijke maatregelen op een doorzichtige, non-discriminatoire en wat concurrentie betreft

procédure nationale applicable et des accords internationaux pertinents auxquels elles sont parties, les mesures requises pour que la Société puisse respecter les Principes fondamentaux.

Article XII

L'article XII est amendé —

en lui donnant le nouveau titre suivant : « Assignations de fréquences »;

en supprimant la totalité de son texte et en insérant à la place le nouveau texte, suivant :

a. Les Parties de l'ITSO conservent les positions orbitales et les assignations de fréquences en cours de coordination ou enregistrées au nom des Parties auprès de l'UIT en vertu des dispositions du règlement des radiocommunications de l'UIT, jusqu'à ce que l'(les) Admmistration(s) notificatice(s) choisisse(s) ai(en)t notifié le Dépositaire qu'elle(s) a (ont) approuvé, accepté ou ratifié le présent accord. Les Parties choisissent parmi les membres de l'ITSO une Partie chargée de représenter toutes les Parties membres de l'ITSO auprès de l'UIT au cours de la période pendant laquelle les Parties de l'ITSO conservent ces assignations.

b. Lorsque la Partie, choisie aux termes du paragraphe a pour représenter l'ensemble des Parties au cours de la période pendant laquelle l'ITSO conserve les assignations, reçoit la notification par le Dépositaire de l'approbation, l'acceptation ou la ratification du présent accord par une Partie choisie par l'Assemblée des Parties en qualité d'Administration notificatrice pour la Société, elle transfère lesdites assignations à l'(aux) administration(s) notificatrice(s) choisie(s).

c. Toute Partie choisie en qualité d'Administration notificatrice de la Société, en vertu de la procédure nationale applicable :

i. autorise l'utilisation de ladite assignation de fréquences par la Société de manière à permettre le respect des Principes fondamentaux;

ii. dans le cas où ladite utilisation n'est plus autorisée ou si la Société n'a plus besoin de ladite (desdites) assignation(s) de fréquence(s), annule ladite assignation de fréquences aux termes des procédures de l'UIT.

d. Nonobstant toute autre disposition du présent accord, si une Partie choisie en qualité d'Administration notificatrice pour la Société cesse d'être membre de l'ITSO aux termes de l'article XIV, ladite Partie est liée par toutes les dispositions pertinentes du présent accord et du règlement des radiocommunications de l'UIT et y est soumise jusqu'à ce que les assignations de fréquences soient transférées à une autre Partie en conformité avec les procédures de l'UIT.

e. Chaque Partie choisie en qualité d'Administration notificatrice en vertu du paragraphe c; «

i. fait rapport, au moins sur une base annuelle, au Directeur général, sur le traitement accordé par ladite administration notificatrice à la Société, en prêtant une attention particulière au respect par ladite Partie de ses obligations au titre de l'article XI, c;

ii. demande l'opinion du Directeur général, au nom de l'ITSO, au sujet des mesures requises pour mettre en œuvre le respect par la Société des Principes fondamentaux;

neutrale wijze, ingevolge de toepasselijke binnenlandse procedure en relevante internationale overeenkomsten waarbij zij partij zijn, zodat de Onderneming de Grondbeginselen kan naleven.

Artikel XII

Artikel XII wordt gewijzigd :

door het opschrift te vervangen door « Frequentietoewijzingen »;

door alle tekst te verwijderen en in plaats daarvan de volgende nieuwe tekst in te voegen :

a. De Partijen van ITSO behouden de baanlocaties en frequentietoewijzingen die namens de Partijen bij de ITU worden gecoördineerd of geregistreerd ingevolge de bepalingen vervat in het ITU-Radioreglement totdat de gekozen Kennisgevende administratie(s) kennisgeving aan de Depositaris heeft of hebben gedaan dat zij de onderhavige Overeenkomst heeft of hebben goedgekeurd, aanvaard of bekraftigd. De Partijen kiezen uit de ITSO-leden een Partij die alle Partijen die ITSO-lid zijn bij de ITU vertegenwoordigt gedurende het tijdvak waarin de ITSO-Partijen deze toewijzingen behouden.

b. De Partij die ingevolge lid a is gekozen om alle Partijen te vertegenwoordigen gedurende het tijdvak waarin ITSO de toewijzingen behoudt, draagt deze toewijzingen zodra zij de kennisgeving van de Depositaris van de goedkeuring, aanvaarding of bekraftiging van de onderhavige Overeenkomst door een Partij die door de Assemblee van Partijen is gekozen om op te treden als Kennisgevende administratie voor de Onderneming heeft ontvangen, over aan de gekozen Kennisgevende administratie(s).

c. Iedere Partij die is gekozen om op te treden als de Kennisgevende administratie van de Onderneming :

i. staat overeenkomstig de toepasselijke nationale procedure toe dat de Onderneming de frequentietoewijzingen zodanig gebruikt dat de Grondbeginselen kunnen worden nageleefd; en

ii. annuleert, overeenkomstig de nationale procedure, in het geval dat een dergelijk gebruik niet langer is toegestaan of dat de Onderneming deze frequentietoewijzing(en) niet langer nodig heeft, deze frequentietoewijzingen overeenkomstig de ITU-procedures.

d. Niettegenstaande iedere andere bepaling van deze Overeenkomst is een Partij die is gekozen om op te treden als Kennisgevende Administratie voor de Onderneming die ophoudt lid te zijn van ITSO ingevolge artikel XIV, gebonden door en onderworpen aan alle relevante bepalingen vervat in deze Overeenkomst en in het ITU-Radioreglement totdat de frequentietoewijzingen overeenkomstig de ITU-procedures aan een andere Partij zijn overgedragen.

e. Elke Partij die overeenkomstig lid c is gekozen om op te treden als Kennisgevende administratie :

i. brengt ten minste jaarlijks verslag uit aan de Directeur-Generaal inzake de door deze Kennisgevende administratie aan de Onderneming verleende behandeling, met bijzondere aandacht voor de naleving door die Partij van de ingevolge artikel XI, lid c, op haar rustende verplichtingen;

ii. vraagt namens ITSO naar de standpunten van Directeur-Generaal betreffende de maatregelen die nodig zijn om de naleving door de Onderneming van de Grondbeginselen te implementeren;

iii. travaille avec le Directeur général, au nom de l'ITSO, au sujet des activités potentielles de l'(des) administration(s) notificatrice(s) afin d'élargir l'accès aux pays dépendants;

iv. notifie et consulte le Directeur général au sujet des coordinations de système satellitaire auprès de l'UIT qui sont entreprises au nom de la Société pour assurer le maintien de la connexité mondiale et du service aux usagers dépendants;

v. mène des consultations avec l'UIT au sujet des besoins des usagers dépendants en matière de télécommunications par satellite.

Article XIII

L'article XIII est amendé —

en supprimant le titre et le texte de l'article XIII;

en nommant l'ancien article XV article XIII;

en donnant à l'article XIII le nouveau titre suivant : « Siège de l'ITSO, priviléges, exemptions et immunités »;

en amendant le texte de l'ancien article XV, nommé article XIII, comme suit :

au paragraphe a, en supprimant « d'INTELSAT » et en insérant « de l'ITSO » et en supprimant le point à la fin du paragraphe et en insérant ce qui suit : «, D.C., à moins que l'Assemblée des Parties n'en décide autrement. »;

au paragraphe b, en supprimant « et de tous droits de douane sur les satellites de télécommunications ainsi que sur les éléments et les pièces desdits satellites qui doivent être lancés en vue de leur utilisation dans le système mondial »; en supprimant « INTELSAT » et en insérant à la place « l'ITSO » et en supprimant « d'INTELSAT » et en insérant à la place « de l'ITSO »;

au paragraphe c, en supprimant « d'INTELSAT » les trois fois où il apparaît et en insérant à la place « de l'ITSO »; en supprimant « à INTELSAT » et en insérant à la place « à l'ITSO »; en supprimant « hauts fonctionnaires » et insérant à la place « dirigeants »; en supprimant à la fin de la première phrase «, aux Signataires et aux représentants de Signataires ainsi qu'aux personnes participant aux procédures d'arbitrage »; en supprimant « doit dès que possible, conclure » et en insérant à la place « conclut, dès que possible, »; en supprimant « avec INTELSAT » et en insérant à la place « avec l'ITSO »; en supprimant la phrase « Ledit accord comportera une disposition exonérant de tout impôt national sur le revenu les sommes versées par INTELSAT, dans le territoire de ladite Partie, aux Signataires, agissant en cette qualité, à l'exception du Signataire désigné par la Partie sur le territoire de laquelle le siège est situé. » et en supprimant « doivent également, dès que possible, conclure » et en insérant à la place « concludent, dès que possible, ».

Article XVI

L'article XVI (Retrait) est nommé article XIV et amendé pour le formuler comme suit :

a. i. Toute Partie peut se retirer volontairement de l'ITSO. La Partie qui se retire notifie par écrit sa décision au Dépositaire,

ii. La notification de la décision de retrait d'une Partie en vertu des dispositions de l'alinéa i du présent paragraphe est transmise par le Dépositaire à toutes les Parties et à l'organe exécutif.

iii. werkt namens ITSO met de Directeur-Generaal aan potentiële activiteiten van de Kennisgevende administratie(s) ter uitbreiding van de toegang tot LCO-landen;

iv. stelt de Directeur-Generaal in kennis en pleegt met hem overleg over ITU-satellietsysteem coördinaties die ten behoeve van de Onderneming plaatsvinden teneinde te waarborgen dat mondiale verbindingen en dienstverlening aan LCO-gebruikers in stand worden gehouden; en

v. pleegt overleg met de ITU betreffende de behoefte aan satelliet-communicatie bij de LCO-gebruikers.

Artikel XIII

Artikel XIII wordt gewijzigd :

door het opschrift en de tekst van artikel XIII te verwijderen;

door artikel XV om te nummeren naar artikel XIII;

door het opschrift van artikel XIII te vervangen door « Zetel van ITSO, Voorrechten, Vrijstellingen, Immuniteten »;

door de tekst van het oude artikel XV, dat is omgenummerd naar artikel XIII, als volgt te wijzigen :

door in lid a « INTELSAT » te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : « ITSO »; en door de punt aan het einde van het lid te verwijderen en het volgende in te voegen : « D.C., tenzij door de Assemblee van Partijen anders wordt besloten. »;

door in lid b « en van douanerechten op communicatiesatellieten en samenstellende delen en op onderdelen van zodanige satellieten die ten behoeve van het wereldstelsel zullen worden gelanceerd » te verwijderen; en door op alle plaatsen « INTELSAT » te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : « ITSO »;

door in lid c de eerste vijf woorden « INTELSAT » te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : « ITSO »; door aan het einde van de eerste volzin « aan Ondertekenaars en vertegenwoordigers van Ondertekenaars en aan personen die deelnemen aan scheidsrechterlijke procedures » te verwijderen; door de zin « De Zetelovereenkomst dient een bepaling te bevatten volgens welke alle ondertekenaars, handelend in die hoedanigheid, met uitzondering van de Ondertekenaar, aangewezen door de Partij op wier grondgebied de zetel is gevestigd, worden vrijgesteld van nationale belasting op inkomen, dat op het grondgebied van die Partij uit INTELSAT is verkregen » te verwijderen; en door een komma in te voegen voor en na « eveneens zo spoedig mogelijk ».

Artikel XVI

Artikel XVI (Terugtrekking) wordt omgenummerd naar Artikel XIV en wordt als volgt gewijzigd :

a. i. Een Partij kan zich vrijwillig uit ITSO terugtrekken. Een Partij stelt de Depositaris schriftelijk in kennis van haar besluit zich terug te trekken.

ii. De Depositaris zendt aan alle Partijen en aan het uitvoerend orgaan een kennisgeving van het besluit van een Partij zich overeenkomstig lid a, paragraaf i, van dit artikel terug te trekken.

iii. Sous réserve des dispositions, du paragraphe d de l'article XII, le retrait volontaire, notifié conformément aux dispositions de l'alinéa i du présent paragraphe, prend effet, et le présent accord cesse d'être en vigueur à l'égard de la Partie qui se retire, trois mois après la date de réception de la notification.

b. i. Si une Partie paraît avoir manqué à l'une quelconque des obligations qui lui incombent aux termes de l'Accord, l'Assemblée des Parties, après avoir, reçu une notification à cet effet où agissant de sa propre initiative et après avoir examiné toute observation présentée par ladite Partie, peut décider, si elle constate qu'il y a eu manquement à une obligation, que la Partie est réputée s'être retirée de l'ITSQ. À partir de la date d'une telle décision, l'Accord cesse d'être en vigueur à l'égard de la Partie. L'Assemblée des Parties peut être convoquée en session extraordinaire à cette fin.

ii. Si l'Assemblée des Parties décide qu'une Partie est réputée s'être retirée de l'ITSO conformément aux dispositions de l'alinéa i du présent paragraphe, l'organe exécutif en avise le Dépositaire, lequel transmet la notification à toutes les Parties.

c. Dès la réception par le Dépositaire ou l'organe exécutif, selon le cas, de la notification d'une décision de retrait conformément aux dispositions de l'alinéa i du paragraphe a du présent article, la Partie qui la notifie cesse d'avoir tout droit de représentation et de vote au sein de l'Assemblée des Parties, quels qu'ils soient, et elle n'assume aucune obligation ou responsabilité après la réception de la notification.

d. Si l'Assemblée des Parties décide, conformément au paragraphe b du présent article, qu'une Partie est réputée s'être retirée de l'ITSO, la Partie n'assume aucune obligation ou responsabilité après ladite décision.

e. Aucune Partie n'est tenue de se retirer de l'ITSO en conséquence directe de toute modification, du statut de cette Partie vis-à-vis des Nations unies ou de l'Union internationale des télécommunications.

Article XVII

L'ancien article XVII (Amendements) est nommé article XV et le nouvel article XV est amendé —

au paragraphe a, en supprimant à la fin «et à tous les Signataires»;

au paragraphe b, en supprimant «dispositions» et en insérant à la place «procédures»; en supprimant «VII» et en insérant à la place «IX» et en supprimant la dernière phrase;

au paragraphe c, en supprimant le chiffre «VII» et en insérant à la place «IX»;

en modifiant le paragraphe d pour le formuler comme suit :

d. Un amendement approuvé par l'Assemblée des Parties entre en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe e du présent article après réception par le Dépositaire de la notification d'approbation, d'acceptation ou de ratification de l'amendement par les deux tiers des États qui étaient Parties à la date à laquelle l'amendement a été approuvé par l'Assemblée des Parties.

en supprimant «d'INTELSAT» au paragraphe e et en insérant à la place «de l'ITSO».

iii. Onverminderd artikel XII, lid d, wordt de vrijwillige terugtrekking van kracht en houdt deze Overeenkomst op van kracht te zijn voor een Partij drie maanden na de datum van ontvangst van de kennisgeving, bedoeld in lid a, paragraaf i, van dit artikel.

b. i. Indien een Partij nalatig blijkt te zijn geweest in het voldoen aan enige verplichting krachtens deze Overeenkomst, kan de Assemblee van Partijen na ontvangst van een daartoe strekkende kennisgeving ofwel op eigen initiatief handelend en na overweging van door de Partij aangevoerde argumenten, besluiten, dat, indien zij tot de slotsom komt dat de nalatigheid in het voldoen aan enige verplichting inderdaad heeft plaatsgevonden, de Partij geacht kan worden zich uit ITSO te hebben teruggetrokken. Deze Overeenkomst houdt op voor die Partij van kracht te zijn vanaf de datum van dat besluit. Te dien einde kan een buitengewone vergadering van de Assemblee van Partijen bijeengeroepen worden.

ii. Indien de Assemblee van Partijen besluit dat een Partij geacht wordt zich ingevolge paragraaf i van dit lid uit ITSO te hebben teruggetrokken, doet het uitvoerend orgaan kennisgeving aan de Depositaris, die de kennisgeving mededeelt aan alle Partijen.

c. Na ontvangst door de Depositaris of het uitvoerend orgaan, al naar gelang, van een kennisgeving van een besluit tot terugtrekking ingevolge lid a, paragraaf i, van dit artikel, heeft de Partij die de kennisgeving doet niet langer enig recht op vertegenwoordiging noch enig stemrecht in de Assemblee van Partijen, noch enige verplichting of aansprakelijkheid na ontvangst van de kennisgeving.

d. Indien de Assemblee van Partijen ingevolge lid b van dit artikel besluit dat een Partij wordt geacht zich uit ITSO te hebben teruggetrokken, rusten na dat besluit op die Partij geen verplichtingen of aansprakelijkheden.

e. Van geen enkele Partij wordt verlangd zich uit ITSO terug te trekken als een rechtstreeks gevolg van enige wijziging in de status van die Partij ten aanzien van de Verenigde naties of de Internationale Telecommunicatie-Unie.

Artikel XVII

Artikel XVII (Wijzigingen) wordt omgenummerd naar artikel XV en het omgenummerde artikel XV wordt gewijzigd :

door in lid a aan het einde «en Ondertekenaars» te verwijderen;

door in lid b «het bepaalde in» te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : «de procedures van»; door «VII» te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : «IX»; en door de laatste volzin te verwijderen;

door in lid c het nummer «VII» te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : «IX»;

door lid d als volgt te wijzigen :

d. Een door de Assemblee van Partijen goedgekeurde wijziging wordt van kracht in overeenstemming met lid e van dit artikel nadat de Depositaris een kennisgeving heeft ontvangen van de goedkeuring, aanvaarding of bekrachtiging van de wijziging van tweederden van de Staten die Partij waren op de datum waarop de wijziging was goedgekeurd door de Assemblee van Partijen.

Door in lid e «INTELSAT» te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : «ITSO».

Article XVIII

L'ancien article XVIII (Règlement des différends) est nommé article XVI et le nouvel article XVI est amendé pour être formulé comme suit :

a. Tout différend d'ordre juridique entre des Parties ou entre l'ITSO et une ou plusieurs Parties et relatif aux droits et obligations découlant de l'Accord, est soumis, s'il n'a pu être résolu autrement dans un délai raisonnable, à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'Annexe A de l'Accord.

b. Tout différend d'ordre juridique relatif aux droits et obligations découlant de l'Accord, survenu entre une Partie et un État qui a cessé d'être Partie, ou entre l'ITSO et un État qui a cessé d'être Partie, et qui se produit après que l'État a cessé d'être Partie, est soumis à l'arbitrage, s'il n'a pu être résolu autrement dans un délai raisonnable. Cet arbitrage a lieu conformément aux dispositions de l'Annexe A, de l'Accord, si l'État qui a cessé d'être Partie y consent. Si un État cesse d'être Partie après la soumission à l'arbitrage d'un différend auquel il participait conformément au paragraphe a du présent article, la procédure arbitrale se poursuit jusqu'à sa conclusion.

c. Tout différend d'ordre juridique découlant d'accords entre l'ITSO et une Partie, quelle qu'elle soit, est soumis aux dispositions sur le règlement des différends contenues dans lesdits accords. En l'absence, de telles dispositions, ces différends, s'ils ne sont pas résolus autrement, peuvent être soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'Annexe A de l'Accord si les parties au différend y consentent.

Article XIX

L'ancien article XIX (Signature) est nommé article XVII et le nouvel article XVII est amendé —

en ajoutant «des Nations unies ou» à l'alinéa a, ii après «État membre»;

Article XX

L'ancien article XX (Entrée en vigueur) est nommé article XVIII et le nouvel article XVIII est amendé —

en modifiant le paragraphe a pour le formuler comme suit :

a. Le présent accord entre en vigueur soixante jours après la date à laquelle il a été signé, sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou soixante jours après la date à laquelle l'ont ratifié, accepté, approuvé ou y ont adhéré les deux tiers des États qui étaient parties à l'Accord provisoire lorsque le présent Accord a été ouvert à la signature pourvu que dans ces deux tiers soient comprises des parties à l'Accord provisoire qui détenaient alors au moins deux tiers des quotes-parts en vertu de l'Accord spécial.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, l'Accord n'entre en vigueur en aucun cas moins de huit mois ou plus de dix-huit mois après la date à laquelle il a été ouvert à la signature.

Artikel XVIII

Artikel XVIII (Beslechting van geschillen) wordt omgenummerd naar Artikel XVI en het omgenummerde Artikel XVI wordt als volgt gewijzigd :

a. Alle geschillen van juridische aard, die rijzen met betrekking tot de rechten en verplichtingen krachtens deze Overeenkomst tussen Partijen ten aanzien van elkaar, of tussen ITSO en een of meerdere Partijen, worden, indien zij niet binnen een redelijke termijn zijn opgelost, onderworpen aan arbitrage overeenkomstig de bepalingen van Bijlage A bij deze Overeenkomst.

b. Alle geschillen van juridische aard die rijzen met betrekking tot de rechten en verplichtingen krachtens deze Overeenkomst tussen een Partij en een Staat die niet langer Partij is, of tussen ITSO en een Staat die niet langer Partij is en die rijzen als de Staat niet langer Partij is, worden, indien zij niet binnen een redelijke termijn zijn opgelost, onderworpen aan arbitrage overeenkomstig de bepalingen van Bijlage A bij deze Overeenkomst, mits de Staat die niet langer Partij is, daarmee instemt. Indien een Staat niet langer Partij is na het onderwerpen ingevolge lid a van dit artikel aan arbitrage van een geschil van juridische aard waarbij hij partij is, wordt de arbitrage voortgezet tot een uitspraak is verkregen.

c. Alle geschillen van juridische aard die rijzen ten gevolge van overeenkomsten tussen ITSO en een Partij zijn onderworpen aan de bepalingen inzake de beslechting van geschillen die in zodanige overeenkomsten zijn opgenomen. Bij ontbreken van zodanige bepalingen kunnen deze geschillen, indien zij niet op andere wijze worden beslecht, worden onderworpen aan arbitrage in overeenstemming met de bepalingen van Bijlage A bij deze Overeenkomst, indien de partijen bij het geschil daarmee instemmen.

Artikel XIX

Artikel XIX (Ondertekening) wordt omgenummerd naar Artikel XVII en het omgenummerde Artikel XVII wordt als volgt gewijzigd :

door in lid a, paragraaf ii, na «van de» in te voegen : «Verenigde Naties of de».

Artikel XX

Artikel XX (Inwerkingtreding) wordt omgenummerd naar Artikel XVIII en het omgenummerde Artikel XVIII wordt gewijzigd :

door lid a als volgt te wijzigen :

a. Deze Overeenkomst treedt in werking zestig dagen na de datum waarop tweederden van het aantal Staten, die Partij waren bij de Voorlopige Overeenkomst op het tijdstip waarop deze Overeenkomst voor ondertekening werd opengesteld, haar zonder voorbehoud van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring hebben ondertekend of waarop zij deze Overeenkomst hebben bekrachtigd, aanvaard, goedgekeurd of ertoe zijn toegetreden, mits tot dit aantal van tweederden Partijen bij de Voorlopige Overeenkomst behoren die op dat tijdstip ten minste beschikken over tweederden van de quota krachtens de Bijzondere Overeenkomst.

Niettegenstaande de voorgaande bepalingen treedt deze Overeenkomst niet in werking op een eerder tijdstip dan acht maanden of meer dan achttien maanden na de datum waarop zij voor ondertekening is opengesteld.

en modifiant la dernière phrase du paragraphe c pour la formuler comme suit :

Si l'application à titre provisoire cesse en vertu de l'alinéa ii ou de l'alinéa iii du présent paragraphe, les dispositions du paragraphe c de l'article XIV de l'Accord régissent les droits et obligations de la Partie.

en supprimant le paragraphe d et en dénommant l'ancien paragraphe e paragraphe d.

Article XXI

L'ancien article XXI (Dispositions diverses) est nommé article XIX et le nouvel article XIX est amendé —

en supprimant toutes les occurrences des termes «d'INTELSAT» et en insérant à la place «de l'ITSO»;

en supprimant «et à tous les Signataires» au paragraphe b.

Article XXII

L'article XXII (Dépositaire) est nommé article XX et le nouvel article XX est amendé —

en supprimant toutes les occurrences des termes «d'INTELSAT» et en insérant à la place «de l'ITSO»;

en remplaçant «XIX» du paragraphe a par «XVII»;

en remplaçant «XIX» du paragraphe b par «XVII», et «XX» par «XVIII»;

en supprimant «Lors de l'entrée en vigueur de l'Accord, le Dépositaire fait enregistrer celui-ci» et en insérant à la place «À l'entrée en vigueur du présent accord, le Dépositaire le fait enregistrer»;

en déplaçant la totalité du texte après «Charte des Nations unies» du paragraphe c et en l'insérant immédiatement à la suite du dernier article de l'Accord amendé.

Nouvel article

À la suite du nouvel article XX, insérer, le nouvel article XXI suivant; intitulé «Durée», formulé comme suit:

Le présent accord reste en vigueur pendant au moins douze ans à partir de la date du transfert du système spatial de l'ITSO à la Société. L'Assemblée des Parties peut mettre fin au présent accord à compter du douzième anniversaire de la date du transfert du système spatial de l'ITSO à la Société par un vote des Parties en application du paragraphe f de l'article IX. Une telle décision est considérée comme étant une question de fond.

Instructions générales applicables à tous les articles

Les articles amendés sont reclassés par ordre numérique, et les paragraphes de chaque article amendé sont reclassés par ordre alphabétique.

door de laatste volzin van lid c als volgt te wijzigen:

Indien de voorlopige toepassing wordt beëindigd ingevolge de paragrafen ii of iii van dit lid, geldt het bepaalde van lid c van artikel XIV van deze Overeenkomst voor de rechten en verplichtingen van de Partij.

door lid d te verwijderen en lid e om te letteren naar lid d.

Artikel XXI

Artikel XXI (Diverse bepalingen) wordt omgenummerd naar Artikel XIX en het omgenummerde Artikel XIX wordt als volgt gewijzigd:

door op elke plaats «INTELSAT» te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : «ITSO»;

door in lid b «en Ondertekenaars» te verwijderen.

Artikel XXII

Artikel XXII (Depositaris) wordt omgenummerd naar Artikel XX en het omgenummerde Artikel XX wordt als volgt gewijzigd:

door op elke plaats «INTELSAT» te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : «ITSO»;

door in lid a «XIX» om te nummeren naar «XVII»;

door in lid b «XIX» om te nummeren naar «XVII», en «XX» naar «XVIII»;

[P.M. In Nederlandse vertaling moet er geen wijziging aangebracht worden]

door in lid c alle tekst na «bij het Secretariaat van de Verenigde naties geregistreerd.» te verplaatsen en deze in te voegen onmiddellijk na het laatste artikel van de gewijzigde Overeenkomst.

Nieuw artikel

Voeg na het omgenummerde artikel XX het volgende nieuwe artikel XXI in, met het opschrift «Duur»:

De Overeenkomst is ten minste voor een duur van twaalf jaar van kracht, te rekenen vanaf de datum van de overdracht van het ITSO-ruimtesysteem aan de Onderneming. De Assemblee van Partijen kan deze Overeenkomst beëindigen met ingang van de twaalfde verjaardag van de datum van overdracht van het ITSO-ruimtesysteem aan de Onderneming door middel van een stemming van de Partijen ingevolge artikel IX, lid f. Een dergelijk besluit wordt geacht materieel van aard te zijn.

Algemene instructies die op alle artikelen van toepassing zijn

De artikelen, zoals gewijzigd, worden in numerieke volgorde gerangschikt, en de leden van elk artikel, zoals gewijzigd, worden in alfabetische volgorde gerangschikt.

ANNEXE A

L'Annexe A est supprimée dans son intégralité.

ANNEXE B

L'Annexe B est supprimée dans son intégralité.

ANNEXE C

L'Annexe C est amendée comme suit —

en nommant l'Annexe C « Annexe A »;

en supprimant dans le titre de l'Annexe « VISES A L'ARTICLE XVIII DE L'ACCORD ET À L'ARTICLE 20 DE L'ACCORD D'EXPLOITATION »;

à l'article 1, en supprimant « XVIII » et en insérant à la place « XVI » et en supprimant « et à l'article 20 de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à l'annexe à celui-ci »;

à l'article 2, en supprimant « XVIII » et en insérant à la place « XVI » et en supprimant « et à l'article 20 de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à l'annexe à celui-ci »;

à l'article 3, paragraphe a, en supprimant « ultérieure » et en insérant à la place « suivante », et en insérant « deuxième » après « entre la fin de chaque session et la fin de la »;

à l'article 3, paragraphe c, en insérant la nouvelle phrase suivante à la fin de la première phrase : « Les membres du groupe d'experts peuvent participer aux réunions en personne ou par voie électronique » et en supprimant, à la fin du paragraphe c, « d'INTELSAT aux fins d'application de l'article 8 de l'Accord » et en insérant à la place « de l'ITSO »;

à l'article 3, paragraphe d, en supprimant la deuxième phrase;

à l'article 3, paragraphe e, en supprimant « paragraphe » et en insérant à la place « paragraphes » et en supprimant « ou le Conseil des gouverneurs s'efforcent » et en insérant à la place « s'efforce »;

à l'article 3, paragraphe g, en supprimant la désignation « g. » et le texte du paragraphe g;

à l'article 4, alinéa a, iv, en supprimant « XVIII » et en insérant à la place « XVI » et en supprimant « ou de l'article 20 de l'Accord d'exploitation »;

à l'article 4, paragraphe b, en supprimant « et à chacun des Signataires »;

à l'article 5, paragraphe a, en insérant « de la présente Annexe » à la suite de « l'article 4 »;

à l'article 5, paragraphe c, en insérant « ou l'autre » à la suite de « À défaut d'entente dans ce délai, l'un »;

à l'article 6, alinéa a, i, en insérant « au différend » à la suite de « partie »;

à l'article 7, paragraphe b, en supprimant « INTELSAT » et en insérant à la place « l'ITSO »; en supprimant « , les Parties dont les Signataires qu'elles ont désignés et les Signataires dont les Parties qui les ont désignés » et en insérant à la place « et les Parties qui »; en supprimant « lorsqu'INTELSAT » et en insérant à la place « lorsque l'ITSO » et en supprimant « et tous les Signataires »;

BIJLAGE A

Bijlage A wordt volledig verwijderd.

BIJLAGE B

Bijlage B wordt volledig verwijderd.

BIJLAGE C

Bijlage C wordt als volgt gewijzigd :

door « Bijlage C » te hernoemen als « Bijlage A »;

door in het opschrift « bedoeld in artikel XVIII van de Overeenkomst en artikel 20 van de Exploitatie-overeenkomst » te verwijderen;

door in artikel 1 « XVIII » te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : « XVI »; en door, « in artikel 20 van de Exploitatie-overeenkomst en in de Bijlage daarbij » te verwijderen;

door in artikel 2 « XVIII » te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : « XVI »; en door, « of artikel 20 van de Exploitatie-overeenkomst en in ingevolge de Bijlage daarbij » te verwijderen;

door in artikel 3, lid a voor « gewone vergadering » « eerstvolgende » te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : « tweede daarop volgende »;

door in artikel 3, lid c, aan het einde van de eerste volzin de volgende nieuwe zin in te voegen : « De leden van de groep kunnen persoonlijk aan de bijeenkomst deelnemen of via elektronische middelen. »; en door aan het einde van lid c « INTEL SAT voor de toepassing van artikel 8 van de Exploitatie-overeenkomst » te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : « ITSO »;

door in artikel 3, lid d, de tweede volzin te verwijderen;

door in artikel 3, lid e, « of de Raad van Bestuur » te verwijderen;

door in artikel 3, lid g, de vermelding lid g en de tekst van lid g te verwijderen;

door in artikel 4, lid a, paragraaf iv, « XVIII » te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : « XVI »; en door « of artikel 20 van de Exploitatie-overeenkomst » te verwijderen;

door in artikel 4, lid b, « en Ondertekenaar » te verwijderen;

[P.M. In Nederlandse vertaling moet er geen wijziging aangebracht worden]

[P.M. In Nederlandse vertaling moet er geen wijziging aangebracht worden]

[P.M. In Nederlandse vertaling moet er geen wijziging aangebracht worden]

door in artikel 7, lid b, « wier aangewezen Ondertekenaars en Ondertekenaars wier aangewezen Partijen » te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : « die »; door op beide plaatsen « INTELSAT » te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : « ITSO »; en door « en alle Ondertekenaars » te verwijderen;

à l'article 7, paragraphe f, en supprimant « XVIII » et en insérant à la place « XVI » et en supprimant « et à l'article 20 de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à l'annexe à celui-ci »;

à l'article 7, paragraphe h, en supprimant « XVIII » et en insérant à la place « XVI » et en supprimant « et à l'article 20 de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à l'annexe à celui-ci »;

à l'article 7, paragraphe k, en supprimant « et à tous les Signataires »;

à l'article 9, en supprimant la désignation « a. » et le texte du paragraphe a; en supprimant la désignation « b. » et en supprimant « Dans le cas où toute autre Partie, tout Signataire ou INTELSAT estiment avoir un intérêt appréciable dans le règlement de l'affaire, ils peuvent » et en insérant à la place « Toute Partie non partie à un différend, ou l'ITSO, si elle estime avoir un intérêt appréciable dans le règlement de l'affaire, peut »;

à l'article 11, en supprimant «, chaque Signataire et INTELSAT » et en insérant à la place « et l'ITSO »;

à l'article 13 à l'alinéa a, i, en supprimant « et l'Accord d'exploitation »; au paragraphe b, en supprimant « Lorsqu' INTELSAT » et en insérant à la place « Lorsque l'ITSO »; en supprimant « autorisée ni par l'Accord, ni par l'Accord d'exploitation » et en insérant à la place « pas autorisée par l'Accord »; en supprimant « ces derniers » et en insérant à la place « ce dernier » et en supprimant « et tous les Signataires » après « Parties » au paragraphe b;

à l'article 14, en supprimant « Lorsqu'INTELSAT » et en insérant à la place « Lorsque l'ITSO »; en supprimant « d'INTELSAT » et en insérant à la place « de l'ITSO » et en supprimant « aux fins de l'article 8 de l'Accord d'exploitation ».

door in artikel 7, lid f, « XVIII » te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : « XVI »; en door « en in artikel 20 van en de Bijlage bij de Exploitatie-overeenkomst » te verwijderen;

door in artikel 7, lid h, « XVIII » te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : « XVI »; en door « en in artikel 20 van en de Bijlage bij de Exploitatie-overeenkomst » te verwijderen;

door in artikel 7, lid k, « en Ondertekenaars » te verwijderen;

door in artikel 9 de vermelding « a » en de tekst van lid a te verwijderen; de vermelding « b » te verwijderen; en « Elke ander Partij, elke Ondertekenaar of INTELSAT » te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : « Elke Partij die geen partij is bij een zaak, of ITSO »;

door in artikel 11,«iedere Ondertekenaar en INTELSAT » te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : « ITSO »;

door in artikel 13, lid a, paragraaf i, en in lid b, op beide plaatsen « en de Exploitatie-overeenkomst » te verwijderen; door in lid b « INTELSAT » te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : « ITSO »; en door in lid b na « Partijen » « en Ondertekenaars » te verwijderen; en

door in artikel 14 op beide plaatsen « INTELSAT » te verwijderen en in plaats daarvan in te voegen : « ITSO »; en door « voor de toepassing van artikel 8 van de Exploitatie-overeenkomst » te verwijderen.

ANNEXE D

L'Annexe D est supprimée dans son intégralité.

BIJLAGE D

Bijlage D wordt volledig verwijderd.

**AVANT-PROJET DE LOI
SOUMIS À L'AVIS
DU CONSEIL D'ÉTAT**

Projet de loi portant assentiment aux amendements à l'Accord relatif à l'organisation internationale de télécommunications par satellites, «Intelsat», adoptés à Washington le 17 novembre 2000.

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2

Les Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation internationale de télécommunications par satellites, «INTELSAT», adoptés à Washington le 17 novembre 2000, sortiront leur plein et entier effet.

*
* *

**VOORONTWERP VAN WET
VOOR ADVIES VOORGELEEGD
AAN DE RAAD VAN STATE**

Wetsontwerp houdende instemming met de Wijzigingen aan de Overeenkomst inzake de internationale organisatie voor Satellietcommunicatie «Intelsat», aangenomen te Washington op 17 november 2000.

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2

De Wijzigingen aan de Overeenkomst inzake de Internationale Organisatie voor Satelliet-communicatie «INTELSAT», aangenomen te Washington op 17 november 2000, zullen volkomen gevogt hebben.

*
* *

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

37.900/VR

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, chambres réunies, saisi par le ministre des Affaires étrangères, le 10 décembre 2004, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours (1) sur un avant-projet de loi « portant assentiment aux Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation internationale de télécommunications par satellites, « INTELSAT », adoptés à Washington le 17 novembre 2000 », après avoir examiné l'affaire en ses séances des 29 décembre 2004, 12, 24 et 25 janvier 2005, a donné le 25 janvier 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

LA PORTÉE DE L'AVANT-PROJET

1. L'avant-projet de loi examiné vise à donner l'assentiment aux Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation internationale de télécommunications par satellites, « INTELSAT », adoptés à Washington le 17 novembre 2000.

2. En vertu de l'article II, *a*), de l'Accord initial, fait à Washington le 27 juin 1972, approuvé par la loi du 14 décembre 1972, INTELSAT est une organisation intergouvernementale qui a pour

« but principal [...] de poursuivre à titre définitif la conception, la mise au point, la construction, la mise en place, l'exploitation et l'entretien du secteur spatial du système commercial mondial de télécommunications par satellites établi aux termes de l'Accord provisoire et de l'Accord spécial » (2).

Selon l'article I, *j*), du même accord,

« le terme « télécommunications » désigne toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de renseignements de toute nature, par fil, radioélectricité, optique ou autres systèmes électromagnétiques.

En vertu de l'article III, *a*), de l'Accord,

« En poursuivant à titre définitif les activités relatives au secteur spatial du système commercial mondial de télécommunications par satellites [...], INTELSAT a pour objectif premier la fourniture, sur une base commerciale et, sans discrimination, à toutes les régions du monde, du secteur spatial nécessaire à des services publics de télécommunications internationales de haute qualité et de grande fiabilité ».

(1) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85bis.

(2) Les termes « Accord provisoire » et « Accord spécial » sont définis à l'article I, *c*) et *d*), de l'Accord.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

37.900/VR

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, verenigde kamers, op 10 december 2004 door de minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenvierentig dagen (1), van advies te dienen over een voorontwerp van wet « houdende instemming met de wijzigingen aan de Overeenkomst inzake de Internationale Organisatie voor Satellietcommunicatie « INTELSAT », aangenomen te Washington op 17 november 2000 », heeft na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 29 december 2004, 12, 24 en 25 januari 2005, op 25 januari 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

DE STREKKING VAN HET VOORONTWERP

1. Het voorliggende voorontwerp strekt ertoe instemming te verlenen met de wijzigingen van de overeenkomst inzake de internationale organisatie voor telecommunicatiesatellieten « INTELSAT », aangenomen te Washington op 17 november 2000.

2. Krachtens artikel II, *a*), van de oorspronkelijke Overeenkomst, gedaan te Washington op 27 juni 1972, goedgekeurd bij de wet van 14 december 1972, is INTELSAT een intergouvernementele organisatie met als

« doel ... de voortzetting op definitieve grondslag van het ontwerpen, het ontwikkelen, de bouw, de totstandbrenging, de exploitatie en het onderhoud van de ruimtesector van het commercieel wereldstelsel van communicatiesatellieten, tot stand gekomen krachtens de bepalingen van de Voorlopige Overeenkomst en de Bijzondere Overeenkomst » (2).

Artikel I, *j*), van dezelfde Overeenkomst luidt :

« « Telecommunicatie » : elke overbrenging, uitzending of ontvangst van tekens, signalen, schrift, beelden en geluiden of informatie van welke aard ook door middel van draad-of radiostelsels, optische of andere elektromagnetische stelsels ».

Artikel III, *a*), van de Overeenkomst luidt :

« Bij het op een definitieve grondslag voortzetten van de activiteiten met betrekking tot de ruimtesector van het commerciële wereldstelsel van telecommunicatiesatellieten, [...], is het voornaamste doel van INTELSAT het, op commerciële basis, beschikbaar stellen van de ruimtesector ten behoeve van internationale openbare telecommunicatiediensten van hoge kwaliteit en betrouwbaarheid, welke voor alle gebieden ter wereld, zonder onderscheid beschikbaar dient te zijn.

(1) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenvierentig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85bis.

(2) De woorden « Voorlopige Overeenkomst » en « Bijzondere Overeenkomst » worden gedefinieerd in artikel I, *c*) en *d*), van de Overeenkomst.

La notion de «services publics de télécommunications» est définie comme suit par l'article I, *k*) du même accord :

«les services de télécommunications fixes ou mobiles qui peuvent être assurés par satellites et qui sont accessibles aux fins d'utilisation par le public tel que le téléphone, le télégraphe, le télex, la transmission de fac-similé, la transmission de données, la transmission de programmes de radiodiffusion et de télévision entre des stations terriennes approuvées ayant accès au secteur spatial d'INTELSAT en vue d'une transmission ultérieure au public ainsi que les circuits loués pour l'une quelconque des utilisations ci-dessus mentionnées; [...]».

3. Les Amendements à l'Accord de Washington du 17 novembre 2000, qui font l'objet de l'avant-projet à l'examen, modifient cet accord de manière substantielle. Ils tendent en substance, à la suite de la suppression d'INTELSAT et à la décision des membres de cette organisation de transférer le système spatial de l'organisation internationales de télécommunications par satellites à une ou plusieurs entités privées, à créer une organisation internationale nouvelle, «l'organisation internationale de télécommunications par satellites (ITSO)» (1).

En vertu de l'article III de l'Accord tel qu'amendé par l'article III des Amendements,

«a. En tenant compte de l'établissement de la Société (2), le but principal de l'ITSO est de s'assurer, par le biais de l'Accord de services publics (3) que la Société fournit, sur une base commerciale, des services publics de télécommunications internationales, afin de veiller au respect des Principes fondamentaux.

b. Les Principes fondamentaux sont les suivants :

- i. maintenir la connexité mondiale et la couverture mondiale;
- ii. desservir ses clients ayant des connexités vitales;
- iii. fournir un accès non discriminatoire au système de la Société. »

Selon l'article I, *n*), de l'Accord précité, tel qu'amendé par l'article I des Amendements,

«les termes «connexité mondiale» désignent les moyens d'interconnexion offerts aux clients de la Société par l'intermédiaire de la couverture mondiale que la Société fournit pour permettre des communications au sein des cinq régions de l'Union internationale des télécommunications définies par la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications qui s'est tenue à Montreux en 1965, et entre ces régions».

Selon l'article I, *m*), de l'Accord précité, tel qu'amendé par l'article I des Amendements,

«les termes «couverture mondiale» désignent la couverture géographique maximum de la terre vers le parallèle le plus au nord

(1) Article II des Amendements et article II de l'Accord de Washington du 17 novembre 2000, tel qu'il résulte de ces Amendements (dans la suite de l'avis, cet accord ainsi amendé sera qualifié comme suit : «l'Accord tel qu'amendé»).

(2) Selon l'article I, *d*), de l'Accord tel qu'amendé, «le terme «Société» désigne l'entité ou les entités privées, créées aux termes du droit d'un ou plusieurs États à laquelle (auxquelles) le système spatial de l'organisation internationale de télécommunications par satellites est transféré, y compris les entités leur succédant en droit».

(3) Selon l'article I, *j*), de l'Accord précité, tel que modifié par l'article I des Amendements précités, «les termes «Accord de services publics» désignent l'instrument juridiquement contraignant par lequel l'ITSO s'assure que la Société respecte les principes fondamentaux».

Het begrip «openbare telecommunicatiediensten» wordt in artikel I, *k*), van dezelfde overeenkomst gedefinieerd als volgt :

«vaste of mobiele telecommunicatiediensten, waarin met behulp van een satelliet kan worden voorzien en die voor gebruik door het publiek zijn opengesteld, zoals telefonie, telegrafie, telex, facsimile, data transmissie, overbrenging van radio- en televisieprogramma's tussen goedgekeurde grondstations die toegang hebben tot de INTELSAT-ruimtesector voor verdere overbrenging naar het publiek en huurlijnen voor deze doeleinden; [...]»

3. De wijzigingen van de overeenkomst van Washington van 17 november 2000, die het onderwerp zijn van het voorliggende voorontwerp, wijzigen deze overeenkomst inhoudelijk. Zij strekken er in hoofdzaak toe, als gevolg van de afschaffing van INTELSAT, en van de beslissing van de leden van deze organisatie om het ruimtelijk systeem van de internationale organisatie voor telecommunicatiesatellieten over te dragen aan een of meer privé-organisaties, een nieuwe internationale organisatie in het leven te roepen, «Internationale Organisatie voor telecommunicatiesatellieten (ITSO)» (1).

Artikel III van de Overeenkomst, zoals ze is gewijzigd bij artikel III van de Wijzigingen, luidt :

«a. Met inachtneming van de oprichting van de Onderneming (2) is het hoofddoel van ITSO, door middel van de algemene Dienstenovereenkomst (3), erop toe te zien dat de Onderneming op commerciële basis internationale openbare telecommunicatiediensten levert, teneinde de uitvoering van de grondbeginsele te waarborgen.

b. De grondbeginsele zijn :

i. instandhouding van mondiale verbindingen en mondiale dekking;

ii. bediening van de LCO-clients; en

iii. verlening van non-discriminatoire toegang tot het systeem van de Onderneming. »

Artikel I, *n*), van de voormalde Overeenkomst, zoals het is gewijzigd bij artikel I van de Wijzigingen, luidt als volgt :

««Mondiale verbinding» : mogelijkheden tot onderlinge verbinding die voor de clients van de Onderneming beschikbaar zijn via de mondiale dekking die de Onderneming verzorgt teneinde communicatie mogelijk te maken binnen en tussen de vijf ITU-regio's zoals omschreven door de in 1965 te Montreux gehouden plenipotentiaire conferentie van de Internationale Telecommunicatie-Unie.»

Artikel I, *m*), van de voormalde Overeenkomst, zoals het is gewijzigd bij artikel I van de Wijzigingen, luidt :

««Mondiale dekking» : de maximale geografische dekking van de aarde naar de meest noordelijke en zuidelijke breedtecircels die

(1) Artikel II van de Wijzigingen en artikel II van de Overeenkomst van Washington van 7 november 2000, zoals het voortvloeit uit die wijzigingen (in het verdere advies zal de aldus gewijzigde Overeenkomst als volgt worden benoemd : «de Overeenkomst zoals ze is gewijzigd»).

(2) Volgens artikel I, *d*), van de Overeenkomst zoals ze is gewijzigd, bij artikel I van de voormalde Wijzigingen, is de ««Onderneming» het private orgaan dat of de private organen die ingevolge het recht van een of meerdere staten wordt of worden opgericht en aan welke het ruimtesysteem van de Internationale Organisatie voor telecommunicatiesatellieten wordt overgedragen en welke hun rechtsopvolgers omvat».

(3) Volgens artikel I, *j*), van de voormalde Overeenkomst, zoals ze is gewijzigd bij artikel I van de voormalde Wijzigingen, wordt onder de woorden «Algemene Dienstenovereenkomst» verstaan «het juridisch bindende instrument via welk (lees : welwel) ITSO waarborgt dat de Onderneming de grondbeginsele naleeft».

et le parallèle le plus au sud visibles depuis des satellites déployés à des emplacements orbitaux géostationnaires ».

Selon l'article I, *h*), de l'Accord précité, tel qu'amendé par l'article I des Amendements,

« les tenues « obligation de connexité vitale » ou « LCO » désignent l'obligation assumée par la Société, telle qu'énoncée dans le contrat LCO, de fournir des services continus de télécommunications au client LCO » (1).

Par ailleurs, aux termes de l'article XII, *a) et c)*, de l'Accord tel qu'amendé par l'article XII des Amendements,

« *a)* Les Parties de l'ITSO conservent les positions orbitales et les assignations de fréquences en cours de coordination ou enregistrées au nom des Parties auprès de l'UIT en vertu des dispositions du règlement des radiocommunications de l'UIT, jusqu'à ce que l'(les) administration(s) notificatrice(s) choisie(s) ai(en)t notifié le [lire : au] Dépositaire qu'elle(s) a(ont) approuvé, accepté ou ratifié le présent accord. [...]

[...]

c) Toute Partie choisie en qualité d'Administration notificatrice de la Société, en vertu de la procédure nationale applicable :

i. autorise l'utilisation de ladite assignation de fréquences par la Société de manière à permettre le respect des Principes fondamentaux;

ii. dans le cas où ladite utilisation n'est plus autorisée ou si la Société n'a plus besoin de ladite (desdites) assignation(s) de fréquence(s), annule ladite assignation de fréquences aux termes des procédures de l'UIT. »

La notion d'« administration » est définie comme suit par l'article I, *s*), de l'Accord précité, tel qu'amendé par l'article I des Amendements :

« tout département ou service officiel responsable du respect des obligations émanant de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications, de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et de ses règlements administratifs. »

LA RÉPARTITION DES COMPÉTENCES ENTRE L'AUTORITÉ FÉDÉRALE ET LES COMMUNAUTÉS

4. La question se pose de savoir si la compétence de conclure les Amendements faisant l'objet de l'avant-projet à l'examen et d'y donner l'assentiment relève de la seule autorité fédérale ou si un tel traité ne doit pas être qualifié de traité mixte eu égard aux matières qu'elle embrasse.

La circonstance que les Amendements modifient et énoncent des règles dont la plupart des éléments déploient des effets extérieurs au territoire du Royaume est sans pertinence.

Il ressort en effet de l'article 167, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution que les communautés et les régions sont compétentes pour régler la coopération internationale, y compris la conclusion de traités « pour les matières qui relèvent de leurs compétences de par la Constitution ou en vertu de celle-ci » et que, dans ce contexte, la limitation territoriale de leurs compétences qui

(1) Selon l'article I, *r*), de l'Accord tel qu'amendé par l'article I des Amendements précités, « les tenues « clients LCO » désignent tous les clients en droit de bénéficier et ayant signé des contrats LCO ».

zichtbaar zijn vanaf in geostationaire baanlocaties geplaatste satellieten ».

Artikel I, *h*), van de voormelde Overeenkomst, zoals het is gewijzigd bij artikel I van de Wijzigingen, luidt :

« Lifeline Connectivity Obligation » of « LCO »: de in het LCO-contract vervatte verplichting van de Onderneming om ononderbroken telecommunicatiediensten aan de LCO-clients te verstrekken » (1).

Bovendien luidt artikel XII, *a) en c)*, van de Overeenkomst, zoals het is gewijzigd bij artikel XII van de Wijzigingen, als volgt :

« *a)* De Partijen van ITSO behouden de baanlocaties en frequentietoewijzingen die namens de Partijen bij de ITU worden gecoördineerd of geregistreerd ingevolge de bepalingen vervat in het ITU-Radioreglement totdat de gekozen Kennisgevende administratie(s) kennisgeving aan de Depositaris heeft of hebben gedaan dat zij de onderhavige Overeenkomst heeft of hebben goedgekeurd, aanvaard of bekraftigd. [...]

[...]

c) Iedere Partij die is gekozen om op te treden als de Kennisgevende administratie van de Onderneming :

i. staat overeenkomstig de toepasselijke nationale procedure toe dat de Onderneming de frequentietoewijzingen zodanig gebruikt dat de grondbeginselen kunnen worden nageleefd; en

ii. annuleert, overeenkomstig de nationale procedure in het geval dat een dergelijk gebruik niet langer is toegestaan of dat de Onderneming deze frequentietoewijzing(en) niet langer nodig heeft, deze frequentiewijzigingen overeenkomstig de ITU-procedures. »

Het begrip « Administratie » wordt in artikel I, *s*), van de voormelde Overeenkomst, zoals het is gewijzigd bij artikel I van de Wijzigingen, gedefinieerd als volgt :

« een regeringsafdeling of-instantie verantwoordelijk voor de naleving van de verplichtingen die zijn afgeleid van het Statuut van de Internationale Telecommunicatie-Unie, het Verdrag van de Internationale Telecommunicatie-Unie, en de administratieve Voorschriften hiervan. »

DE VERDELING VAN DE BEVOEGDHEDEN TUSSEN DE FEDERALE OVERHEID EN DE GEMEENSCHAPPEN

4. De vraag rijst of de bevoegdheid om een overeenkomst te sluiten aangaande de Wijzigingen die het onderwerp zijn van het voorliggende voorontwerp, en er instemming mee te verlenen uitsluitend de federale overheid toekomt, dan wel of een zodanige overeenkomst niet moet worden bestempeld als een gemengd verdrag, gelet op de aangelegenheden die het betreft.

De omstandigheid dat de Wijzigingen regels wijzigen en stellen, waarvan het merendeel van de bestanddelen gevolgen heeft buiten het grondgebied van het Rijk, is irrelevant.

Uit artikel 167, § 1, eerste lid, van de Grondwet blijkt immers dat de gemeenschappen en de gewesten bevoegd zijn om de internationale samenwerking te regelen, met inbegrip van het sluiten van verdragen « voor de aangelegenheden waarvoor zij door of krachtens de Grondwet bevoegd zijn » en dat de territoriale beperking van hun bevoegdheden die op het interne vlak van

(1) Luidens artikel I, *r*), van de Overeenkomst, zoals het is gewijzigd bij artikel I van de voormelde Wijzigingen, wijzen de woorden « LCO-clients » op « alle clients die in aanmerking komen voor en die LCO-contracten sluiten ».

s'applique sur le plan interne, notamment en ce qui concerne l'exécution des traités, n'est pas prise en considération (1).

5. Interrogé sur le champ d'activités d'INTELSAT et des opérateurs qui l'ont remplacé, sur lesquels l'ITSO exerce son contrôle (2), le fonctionnaire délégué a exposé ce qui suit :

« En ce qui concerne les activités d'un opérateur tel qu'INTELSAT en matière de radiodiffusion (télévision), il convient de distinguer au moins trois types d'applications fort différentes

— l'échange (quotidien) d'éléments de programmes (actualités, etc.) entre organismes de radiodiffusion, par exemple en Europe au sein de l'UER (« Union Européenne de Radiodiffusion »);

— la retransmission de reportages à partir d'équipements transportables de captation SNG (« Satellite News Gathering ») pour la couverture d'événements ponctuels (catastrophes, sports, etc.);

— la diffusion directe de programmes destinés au public (y compris des opérateurs de télédistribution).

Dans les deux premiers cas, les signaux de télévision véhiculés par satellites ne sont pas destinés en tant que tels à être reçus directement par le public en général : ils sont fournis directement ou indirectement à des organismes de radiodiffusion, tels que RTBF, VRT, RTL-TVI, VTM en Belgique, qui à leur tour les traitent et les intègrent, le cas échéant, dans les programmes qu'ils diffusent. »

Ces considérations confirment l'analyse qu'il y a lieu de faire de l'Accord de Washington du 27 juin 1972 et de cet accord tel qu'amendé, dont il résulte qu'ils portent sur des activités relevant à la fois de la radiodiffusion et de la télévision et des autres modes de télécommunications.

En effet, l'article I, *j*), de l'Accord de Washington du 27 juin 1972 ne contient aucune restriction à la définition donnée au terme « télécommunications » et les articles III, *a*), et I, *k*), se réfèrent aux services publics de télécommunications en y incluant expressément notamment « la transmission de programmes de radiodiffusion et de télévision ». En modifiant cet accord, les Amendements règlent aussi ces aspects.

De même, l'Accord tel qu'amendé ne contient pas davantage de disposition excluant la radiodiffusion et la télévision de son champ d'application et intègre, à l'article I, *f*), nouveau la définition de la notion de services publics de télécommunications incluant notamment « la transmission de programmes de radiodiffusion et de télévision ».

6. Il résulte de la jurisprudence de la Cour d'arbitrage que la matière de la radiodiffusion et de la télévision, attribuée aux communautés par les articles 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1% et 130, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, de la Constitution, l'article 4, 6^o, de la loi

(1) CE., section de législation, avis 24.903/VR, donné le 22 avril 1997 sur l'avant-projet devenu la loi du 18 juin 1998 portant assentiment à la Convention des Nations unies sur le droit de la Mer, faite à Montego Bay le 10 décembre 1982 et l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations unies sur le droit de la Mer du 10 décembre 1982, fait à New York le 28 juillet 1994 (Doc. pari., Sénat, 1997-98, n° 1-796/1, p. 238); 36.343/3, donné le 13 janvier 2004, sur un avant-projet de loi relatif « à l'adhésion de la Belgique à la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, et au règlement, faits à Washington le 2 décembre 1946, ainsi qu'au Protocole, fait à Washington le 19 novembre 1956, à la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, faite à Washington le 2 décembre 1946 ».

(2) Voy. plus spécialement l'exposé fait plus haut sous les n°s 2 et 3.

toepassing is, onder meer wat de uitvoering van verdragen betreft, daarbij niet in aanmerking wordt genomen (1).

5. Op de vraag naar het arbeidsveld van INTELSAT en de operatoren die het hebben vervangen, waarop ITSO toezicht houdt (2), heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende uiteengezet :

« En ce qui concerne les activités d'un opérateur tel qu'INTELSAT en matière de radiodiffusion (télévision), il convient de distinguer au moins trois types d'applications fort différentes

— l'échange (quotidien) d'éléments de programmes (actualités, etc.) entre organismes de radiodiffusion, par exemple en Europe au sein de l'UER (« Union Européenne de Radiodiffusion »);

— la retransmission de reportages à partir d'équipements transportables de captation SNG (« Satellite News Gathering ») pour la couverture d'événements ponctuels (catastrophes, sports, etc.);

— la diffusion directe de programmes destinés au public (y compris des opérateurs de télédistribution).

Dans les deux premiers cas, les signaux de télévision véhiculés par satellites ne sont pas destinés en tant que tels à être reçus directement par le public en général : ils sont fournis directement ou indirectement à des organismes de radiodiffusion, tels que RTBF, VRT, RTL-TVI, VTM en Belgique, qui à leur tour les traitent et les intègrent, le cas échéant, dans les programmes qu'ils diffusent. »

Deze beschouwingen bevestigen de analyse die dient te worden gemaakt van de Overeenkomst van Washington van 27 juni 1972 en van die Overeenkomst zoals ze is gewijzigd, waaruit blijkt dat zij betrekking hebben op activiteiten die zowel vallen onder de radio-omroep, de televisie als de overige vormen van telecommunicatie.

Artikel I, *j*), van de Overeenkomst van Washington van 27 juni 1972 bevat immers geen enkele beperking op de definitie die van de term « Telecommunicatie » wordt gegeven en de artikelen III, *a*), en I, *k*), verwijzen naar de openbare telecommunicatiediensten en rekenen daartoe uitdrukkelijk « de overbrenging van radio-en televisieprogramma's ». Naar aanleiding van het wijzigen van die Overeenkomst regelen de Wijzigingen eveneens die aspecten.

De aldus gewijzigde Overeenkomst bevat evenmin een bepaling die radio-omroep en televisie buiten haar werkingssfeer houdt en neemt in het nieuwe artikel I, *f*), de definitie op van het begrip openbare telecommunicatiedienst en rekent daartoe onder meer « overbrenging van radio- en televisieprogramma's ».

6. Uit de rechtspraak van het Arbitragehof blijkt dat de aangelegenheid van de radio-omroep en de televisie, toegewezen aan de gemeenschappen bij de artikelen 127, § 1, eerste lid, 1°, van de Grondwet en 130, § 1, eerste lid, 1°, van de Grondwet, bij

(1) RVS, afdeling wetgeving, advies 24.903/VR, gegeven op 22 april 1997 over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 18 juni 1998 houdende instemming met het Verdrag van de Verenigde Naties inzake het recht van de zee, gedaan te Montego Bay op 10 december 1982 en met de Overeenkomst inzake het tenuitvoerlegging van deel XI van het Verdrag van de Verenigde Naties inzake het recht van de zee van 10 december 1982, gedaan te New York op 28 juli 1994, (Gedr. St., Senaat, 1997-98, nr. 1-796/1, blz. 238); 36.343/3, gegeven op 13 januari 2004 over een voorontwerp van wet betreffende de toetreding van België : — tot het Internationaal Verdrag tot regeling van de Walvisvangst, en tot het Reglement, gedaan te Washington op 2 december 1946; — tot het Protocol, gedaan te Washington op 19 november 1956, bij het Internationaal Verdrag tot regeling van de Walvisvangst, gedaan te Washington op 2 december 1946».

(2) Zie hierboven, meer bepaald de uiteenzetting onder nr. 2 en nr. 3.

spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, répond à une acceptation large.

Sur ce point, elle a considéré en effet par son arrêt n° 132/2004 du 14 juillet 2004 :

« B.4.1. La convergence des secteurs de la radiodiffusion sonore et télévisuelle, d'une part, et des télécommunications, d'autre part, conduit à une « déspecialisation » de l'infrastructure et des réseaux et à la création de nouveaux services ne répondant plus aux définitions classiques de la diffusion et des télécommunications.

Malgré cette évolution, il reste que, dans le système de répartition des compétences, la matière de la radiodiffusion et de la télévision, d'une part, et les autres formes de télécommunications, d'autre part, sont confiées à des législateurs distincts.

B.4.2. En vertu de l'article 4, 6^o, de la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les communautés sont compétentes en matière de radiodiffusion et de télévision, cependant que le législateur fédéral demeure compétent, sur la base de son pouvoir résiduaire, pour les autres formes de télécommunications.

Dans la répartition des compétences, la radiodiffusion et la télévision sont désignées comme une matière culturelle et c'est cette qualification qui doit servir de base à toute interprétation. La compétence des communautés n'est pas liée à un mode déterminé de diffusion ou de transmission. Elle permet aux communautés de régler les aspects techniques de la transmission qui sont un accessoire de la matière de la radiodiffusion et de la télévision. La compétence de régler les autres aspects de l'infrastructure, qui comprennent notamment la police générale des ondes radioélectriques, appartient au législateur fédéral.

Le législateur fédéral et les communautés peuvent créer, chacun pour ce qui le concerne, des établissements et des entreprises dans les matières qui relèvent de leurs compétences.

B.4.3. Les développements technologiques récents ont pour effet que les matières de la radiodiffusion et de la télévision, d'une part, et des télécommunications, d'autre part, ne peuvent plus être délimitées à l'aide de critères techniques tels que l'infrastructure sous-jacente, les réseaux ou les terminaux utilisés, mais bien sur la base de critères de contenu et de critères fonctionnels.

B.4.4. Le seul fait que le législateur fasse référence aux notions de « télécommunications » et de « réseaux de télécommunication » telles qu'elles sont définies dans la loi du 21 mars 1991, en vue de déterminer les compétences des régulateurs du secteur des télécommunications, ne permet pas de conclure qu'il a outrepassé sa compétence.

B.5.1. En tant que les compétences du régulateur portent sur l'infrastructure des communications électroniques, l'autorité fédérale n'est pas la seule autorité compétente pour régler cette matière, dès lors que les communautés peuvent, elles aussi, légiférer en l'espèce sur la base de leurs compétences en matière de radiodiffusion et de télévision.

La convergence technologique des secteurs des télécommunications et de l'audiovisuel, en particulier l'usage commun de certaines infrastructures de transmission, fait apparaître, en cas de maintien de la répartition actuelle des compétences, l'absolue nécessité de prévoir une coopération entre l'autorité fédérale et les communautés pour déterminer les compétences du régulateur.

B.5.2. La Cour observe du reste que les directives européennes du 7 mars 2002 relatives aux réseaux et services de communication électronique disposent qu'en raison de la convergence des

artikel 4, 6^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, en bij artikel 4, § 1, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, in de ruime betekenis moet worden opgevat.

Op dat punt heeft het Arbitragehof, in zijn arrest nr. 132/2004 van 14 juli 2004, het volgende gewezen :

« B.4.1. De convergentie tussen de sectoren radio- en televisieomroep, enerzijds, en telecommunicatie, anderzijds, leidt tot een despecialisatie van de infrastructuur en de netwerken en tot het ontstaan van nieuwe diensten, die niet meer beantwoorden aan de klassieke begrippen van omroep en telecommunicatie.

Die evolutie neemt niet weg dat in het stelsel van bevoegdhedenverdeling de aangelegenheid van radio-omroep en televisie, enerzijds, en de andere vormen van telecommunicatie, anderzijds, aan onderscheiden wetgevers zijn toevertrouwd.

B.4.2. Op grond van artikel 4, 6^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen zijn de gemeenschappen bevoegd voor radio-omroep en televisie, terwijl de federale wetgever op grond van zijn residuaire bevoegdheid bevoegd is voor de andere vormen van telecommunicatie.

In de bevoegdhedenverdeling zijn radio-omroep en televisie aangewezen als een culturele aangelegenheid en hoort die kwalificatie als uitgangspunt van elke interpretatie te worden genomen. De bevoegdheid van de gemeenschappen is niet gebonden aan een wijze van uitzenden of overbrengen. Zij staan de gemeenschappen toe de technische aspecten van de overdracht te regelen die een accessoirum zijn van de aangelegenheid van radio-omroep en televisie. Het regelen van de overige aspecten van de infrastructuur, waarin onder meer de algemene politie van de radio-elektrische golven is begrepen, behoort tot de bevoegdheid van de federale wetgever.

De federale wetgever en de gemeenschappen kunnen, elk wat hem betreft, instellingen en ondernemingen oprichten in de aangelegenheden waarvoor zij bevoegd zijn.

B.4.3. De recente technologische ontwikkelingen hebben tot gevolg dat de afbakening van de radio-omroep en de televisie, enerzijds, en de telecommunicatie, anderzijds, niet meer kan gebeuren aan de hand van technische criteria zoals de onderliggende infrastructuur, de gebruikte netwerken of de eindapparatuur, doch wel aan de hand van inhoudelijke en functionele criteria.

B.4.4. Uit het enkele feit dat de federale wetgever bij de omschrijving van de bevoegdheden van de regulatoren van de telecommunicatie verwijst naar de begrippen «telecommunicatie» en «telecommunicatiennetwerk», zoals omschreven in de wet van 21 maart 1991, kan niet worden afgeleid dat hij zijn bevoegdheid heeft overschreden.

B.5.1. In zoverre de bevoegdheden van de regulator betrekking hebben op de elektronische communicatie-infrastructuur is de federale overheid niet de enige overheid die bevoegd is om die aangelegenheid te regelen, nu ook de gemeenschappen op grond van hun bevoegdheid inzake radio-omroep en televisie ter zake kunnen legifereren.

Uit de technologische convergentie van de telecommunicatie-sector en de audiovisuele sector, inzonderheid het gezamenlijke gebruik van bepaalde transmissie-infrastructuur, blijkt, bij behoud van de huidige bevoegdhedenverdeling, de absolute noodzaak om te voorzien in samenwerking tussen de federale overheid en de gemeenschappen bij het bepalen van de bevoegdheden van de regulator.

B.5.2. Het Hof merkt overigens op dat de Europese richtlijnen van 7 maart 2002 betreffende de elektronische communicatiennetwerken en -diensten bepalen dat, ten gevolge van de conver-

secteurs des télécommunications, des médias et des technologies de l'information, tous les réseaux et services de transmission doivent relever d'un même cadre réglementaire. Au cas où plusieurs autorités réglementaires existent au sein d'un État membre, les directives mentionnées imposent aux États membres de se charger de la coopération dans les sujets d'intérêt commun (article 3, paragraphe 4, de la directive, « cadre »).

B.6.1. Sur la base de l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'État, les communautés et les régions peuvent conclure des accords de coopération qui portent notamment sur la création et la gestion conjointes de services et institutions communs, sur l'exercice conjoint de compétences propres, ou sur le développement d'initiatives en commun. Ils disposent en outre d'autres instruments en vue de donner forme à leur coopération.

B.6.2. En règle, l'absence de coopération dans une matière pour laquelle le législateur spécial ne prévoit pas d'obligation à cette fin n'est pas constitutive d'une violation des règles de compétences. Toutefois, en l'espèce, les compétences de l'État fédéral et des communautés en matière d'infrastructure des communications électroniques sont devenues à ce point imbriquées, par suite de l'évolution technologique, qu'elles ne peuvent plus être exercées qu'en coopération.

Il s'ensuit qu'en réglant unilatéralement la compétence du régulateur des télécommunications, le législateur a violé le principe de proportionnalité propre à tout exercice de compétences.

B.7.1. [...]

B.7.2. Il appartient au législateur spécial d'apprécier si, pour régler l'infrastructure des informations électroniques, il y a lieu de prévoir une coopération obligatoire ou s'il s'impose de modifier la répartition des compétences en matière de télécommunications afin de garantir une politique cohérente» (1).

De même, par son arrêt n° 155/2004 du 22 septembre 2004, la Cour d'arbitrage a jugé :

«B.4.1. La radiodiffusion, qui comprend la télévision, peut être distinguée des autres formes de télécommunication en ce qu'un programme de radiodiffusion qui diffuse des informations publiques est destiné, du point de vue de celui qui les diffuse, à l'ensemble du public ou à une partie de celui-ci et n'a pas de caractère confidentiel. Les services qui fournissent une information individualisée, caractérisée par une certaine forme de confidentialité, ne ressortissent pas contre pas à la radiodiffusion et relèvent de la compétence du législateur fédéral.

B.4.2. La caractéristique essentielle de la radiodiffusion et de la télévision est le fait de fournir des informations publiques à l'ensemble du public. Dans une interprétation évolutive de la notion de diffusion, cela inclut également la diffusion sur demande individuelle. Les activités de diffusion ne perdent pas leur nature au motif que, par suite de l'évolution des techniques, une plus large possibilité de choix serait offerte au téléspectateur ou à l'auditeur.

(1) En ce sens aussi, les arrêts nos 76/98 du 24 juin 1998, considérant B.10 et B.11; 109/2000 du 31 octobre 2000, considérants B.5.3.2 et B.5.4; n° 156/2002 du 6 novembre 2002, considérants B.4 à B.6. Dans le même sens également, l'avis 33.255/4, donné le 5 juin 2002, par la section de législation du Conseil d'État sur un avant-projet devenu la loi du 17 janvier 2003 concernant les recours et le traitement des litiges à l'occasion de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges, observation générale n° 2 (doc. Chambre, 2001/2002, n° 1937/1, p. 54).

gentie van de sectoren telecommunicatie, media en informatie-technologie, alle transmissienetwerken en -diensten binnen eenzelfde regelgevingskader moeten vallen. Wanneer er binnen een lidstaat verscheidene regelgevende instanties bestaan, leggen de vermelde richtlijnen de lidstaten de verplichting op te zorgen voor samenwerking in aangelegenheden van gemeenschappelijk belang (artikel 3, lid 4, van de kaderrichtlijn).

B.6.1. Op grond van artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen kunnen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten samenwerkingsakkoorden sluiten die onder meer betrekking hebben op de gezamenlijke oprichting en het gezamenlijk beheer van gemeenschappelijke diensten en instellingen, op de gezamenlijke uitoefening van eigen bevoegdheden of op de gemeenschappelijke ontwikkeling van initiatieven. Daarnaast beschikken ze over andere instrumenten om hun samenwerking gestalte te geven.

B.6.2. In de regel houdt de afwezigheid van samenwerking in een aangelegenheid waarvoor de bijzondere wetgever daartoe niet in een verplichting voorziet, geen schending in van de bevoegdhedenregels. Te dezen zijn evenwel de bevoegdheden van de federale Staat en de gemeenschappen inzake de elektronische communicatie-infrastructuur, ten gevolge van de technologische evolutie, dermate verweven geworden dat ze niet meer dan in onderlinge samenwerking kunnen worden uitgeoefend.

Daaruit volgt dat de wetgever, door eenzijdig de bevoegdheid van de regulator van de telecommunicatie te regelen, het evenredigheidsbeginsel heeft geschonden dat eigen is aan elke bevoegdhedsuitoefening.

B.7.1. [...]

B.7.2. Het komt de bijzondere wetgever toe te oordelen of voor het regelen van de elektronische informatie-infrastructuur in een verplichte samenwerking moet worden voorzien, dan wel of een wijziging van de bevoegdhedsverdeling inzake telecommunicatie noodzakelijk is, teneinde een samenhangend beleid te waarborgen» (1).

Evenzo heeft het Arbitragehof in zijn arrest nr. 155/2004 van 22 september 2004 het volgende gewezen :

«B.4.1. De radio-omroep, die de televisie omvat, kan van de andere vormen van telecommunicatie worden onderscheiden doordat een radio-omroepprogramma openbare informatie verspreidt en vanuit het oogpunt van degene die uitzendt, bestemd is voor het publiek in het algemeen of voor een deel ervan en geen vertrouwelijk karakter heeft. Diensten die geïndividualiseerde en door een vorm van vertrouwelijkheid gekenmerkte informatie leveren, vallen daarentegen niet onder de radio-omroep en behoren tot de bevoegdheid van de federale wetgever.

B.4.2. Doorslaggevend voor radio-omroep en televisie is het ter beschikking stellen van openbare informatie voor het publiek in het algemeen. In een evolutieve interpretatie van het omroepbegrip omvat dit ook het uitzenden op individueel verzoek. Omroepactiviteiten verliezen niet hun aard omdat met de evolutie van de techniek aan de kijker of luisteraar een ruimere mogelijkheid van eigen keuze wordt geboden.

(1) Zie in die zin eveneens de arresten nr. 76/98 van 24 juni 1998, overweging B.10 en B.11; 109/2000 van 31 oktober 2000, overweging B.5.3.2 en B.5.4; nr. 156/2002 van 6 november 2002, overweging B.4 tot B.6. In dezelfde zin eveneens advies 33.255/4, op 5 juni 2002 door de afdeling wetgeving van de Raad van State gegeven over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 17 januari 2003 betreffende de rechtsmiddelen en de geschillenbehandeling naar aanleiding van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector», algemene opmerking nr. 2 (stuk Kamer, 2001/2002, nr. 1937/1, blz. 54).

B.4.3. Lorsqu'on délimite les compétences respectives de l'État et des communautés en matière d'informations électroniques, il convient de garder à l'esprit que la radiodiffusion et la télévision ont été confiées aux communautés en tant que matière culturelle. Le législateur fédéral est compétent pour régler les autres aspects des services de la société de l'information, d'une part, sur la base de sa compétence résiduelle et, d'autre part, sur la base de la compétence qui lui est réservée, notamment en ce qui concerne l'économie, dont relèvent les règles générales relatives à la protection du consommateur, à la politique des prix, au droit de la concurrence, au droit commercial et aux conditions d'accès à la profession ».

7. Comme l'arrêt n° 132/2004 précité l'expose,

« La compétence des communautés [leur] permet [...] de régler les aspects techniques de la transmission qui sont un accessoire de la matière de la radiodiffusion et de la télévision » (1).

Il résulte toutefois de la jurisprudence de la Cour d'arbitrage que, comme elle l'a exprimé dans ses arrêts n°s 7/90 du 25 janvier 1990 et 1/91 du 7 février 1991,

« pour permettre l'intégration de chacune des ondes radioélectriques dans le réseau de toutes celles qui sont émises sur le territoire national et afin d'éviter les perturbations mutuelles, il revient à l'autorité [fédérale] d'assurer la police générale des ondes radioélectriques » (2).

La mission ainsi réservée à l'autorité fédérale en ce qui concerne la police générale des ondes radioélectriques

« inclut la compétence d'élaborer les normes techniques relatives, et à l'attribution des fréquences, et à la puissance des émetteurs qui doivent rester communes pour l'ensemble des radiocommunications quelle que soit leur destination, ainsi que la compétence d'organiser un contrôle technique et d'assurer par la voie répressive le respect desdites normes » (3).

8. Une autre limite à la compétence des communautés réside en celles qui sont réservées à l'autorité fédérale en matière d'union économique et d'unité monétaire, spécialement en ce qui concerne le droit de la concurrence, le droit des pratiques du commerce (4) et la propriété industrielle et intellectuelle (5) (6), même s'il y a lieu de tenir compte de la possibilité pour les communautés de se fonder sur l'article 10 de la loi spéciale précitée du 8 août 1980 pour régler, le cas échéant, des aspects de ces matières qui touchent à la radiodiffusion et la télévision (7).

(1) C.A., n°s 7/90 du 25 janvier 1990, considérant 2.B.3; 1/91 du 7 février 1991, considérant B.5. En ce sens, C.A., n°s 109/2000 précité, considérant B.9; 132/2004 du 14 juillet 2004, considérant B.4.2.

(2) Considérant B.4.2. *Addé* : C.A., n°s 109/2000 précité, considérant B.5.2; 156/2002, considérant B.4.2.

(3) C.A., n°s 7/90 précité, considérant 2.B.3; 1/91 précité, considérant B.5. Toutefois, dans l'arrêt n° 7/90, les derniers mots se lisent comme suit : « ainsi que la compétence d'assurer le respect de ces normes ».

(4) Article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 4^o, de la loi spéciale précitée du 8 août 1980.

(5) Article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 7^o, de la loi spéciale précitée du 8 août 1980.

(6) En ce sens, C.A., n° 155/2004 précité, considérant B.4.3.

(7) C.A., n° 109/2000 précité, considérants B.10 et B.11.

B.4.3. Bij de afbakening van de wederzijdse bevoegdheid van de Staat en de gemeenschappen inzake elektronische informatievoorziening dient voor ogen te worden gehouden dat de radioomroep en televisie aan de gemeenschappen is toevertrouwd als culturele aangelegenheid. De federale wetgever is bevoegd om de andere aspecten van de diensten van de informatiemaatschappij te regelen, enerzijds, op basis van zijn residuaire bevoegdheid en, anderzijds, op basis van de hem voorbehouden bevoegdheid, ondermeer inzake de economie, waartoe behoren de algemene regels inzake de bescherming van de verbruiker, het prijsbeleid, het mededingingsrecht, het handelsrecht en de vestigingsvoorraarden ».

7. In voormal arrest nr. 132/2004 wordt het volgende gesteld :

« De bevoegdheid van de gemeenschappen [...] staat de gemeenschappen toe de technische aspecten van de overdracht te regelen die een accessorium zijn van de aangelegenheid van radioomroep en televisie » (1).

Uit de rechtspraak van het Arbitragehof, neergelegd in de arresten nr. 7/90 van 25 januari 1990 en 1/91 van 7 februari 1991, blijkt evenwel het volgende :

« om de integratie van elk van de radio-elektrische golven in het geheel van die welke over het nationale grondgebied worden uitgezonden, mogelijk te maken en om wederzijdse storingen te vermijden, moet de [federale] overheid instaan voor de algemene politie van de radio-elektrische golven » (2).

De aldus aan de federale overheid toegewezen taak inzake de algemene politie van de radio-elektrische golven

« omvat de bevoegdheid om de technische normen betreffende het toekennen van de frequenties en betreffende het vermogen van de zendtoestellen uit te vaardigen die gemeenschappelijk moeten blijven voor het geheel van de radioberichtgeving, ongeacht hun bestemming, en de bevoegdheid een technische controle te organiseren en de bedoelde normen strafbaar te stellen » (3).

8. Een andere beperking van de bevoegdheid van de gemeenschappen houdt verband met de bevoegdheden die aan de federale overheid zijn voorbehouden op het gebied van de economische unie en de monetaire eenheid, inzonderheid wat betreft het mededingingsrecht, het handelspraktijkenrecht (4) en de industriële en intellectuele eigendom (5) (6), ook al moet rekening worden gehouden met de mogelijkheid voor de gemeenschappen om zich te baseren op artikel 10 van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 om in voorkomend geval aspecten te regelen van die aangelegenheden die de radio-omroep en de televisie betreffen (7).

(1) Overweging B.4.2. *Addé* : Arbitragehof, voormal nr. 109/2000, overweging B.5.2; 156/2002, overweging B.4.2.

(2) Arbitragehof, nr. 7/90 van 25 januari 1990, overweging 2.B.3; 1/91 van 7 februari 1991, overweging B.5. In die zin, Arbitragehof, voormal nr. 109/2000, overweging B.9; 132/2004 van 14 juli 2004, overweging B.4.2.

(3) Arbitragehof, voormal nr. 7/90, overweging 2.B.3; voormal 1/91, overweging B.5. In arrest nr. 7/90 luiden de laatste woorden aldus : « en om de inachtneming van die normen te verzekeren. »

(4) Artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 4^o, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980.

(5) (13) Artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 7^o, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980.

(6) Zie in die zin Arbitragehof, voornoemd nr. 155/2004, overweging 13.4.3.

(7) Arbitragehof, voornoemd nr. 109/2000, overwegingen B.10 en B.11.

9. Certaines des règles applicables à INTELSAT, modifiées par les Amendements à l'examen, ou applicables à l'ITSO en vertu de l'Accord tel qu'amendé pourraient se rattacher à des éléments de police générale des ondes radioélectriques ou aux matières réservées à l'autorité fédérale au titre de l'union économique et de l'unité monétaire. Tel n'est toutefois pas le cas pour l'ensemble de ces règles, dont l'objet demeure en conséquence, partiellement, dans le domaine relevant des communautés au titre de leurs compétences culturelles, en ce compris leur dimension technique accessoire.

10. Par ailleurs, outre les règles qui viennent d'être évoquées sous les n°s 8 et 9, l'autorité fédérale est compétente pour ce qui concerne les règles relatives aux télécommunications autres que celles relevant de la radiodiffusion et de la télévision (1).

11. Il y a donc lieu de qualifier les Amendements à l'examen de traité mixte, relevant à la fois des compétences de l'autorité fédérale et des communautés, au sens de l'article 167, § 4, de la Constitution, de l'article 92bis, § 4ter, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale précitée du 8 août 1980 et de l'accord de coopération du 8 mars 1994 entre l'État fédéral, les communautés et les régions, relatif aux modalités de conclusion des traités mixtes.

Or, selon les explications fournies par le fonctionnaire délégué, les Amendements à l'examen n'ont pas été considérés comme constituant un traité mixte, les communautés n'ayant pas été invitées à négocier les Amendements à l'examen et seule l'autorité fédérale étant intervenue.

L'article 5 de l'accord de coopération du 8 mars 1994 précité, aux termes duquel, pour les traités mixtes, «les représentants des diverses autorités concernées négocient sur un pied d'égalité» n'a donc pas été respecté (2).

Le législateur fédéral ne peut par ailleurs être le seul à donner son assentiment aux Amendements à l'examen (3).

LA PROCÉDURE DE MODIFICATION DE L'ACCORD PRÉVUE PAR L'ARTICLE XV, *d*) ET *e*), DE L'ACCORD TEL QU'AMENDÉ

12. En vertu de l'article XV de l'Accord relatif à l'Organisation internationale de télécommunications par satellites, tel que modifié par l'article XVII des Amendements faisant l'objet de l'avant-projet de loi d'assentiment à l'examen (ci-après «l'Accord, tel qu'amendé»),

(1) Cf. not. C.A., n° 132/2004 précité, considérant B.4.2; 155/2004, considérant B.4.1; CE, section de législation, avis 33.255/4 précité.

(2) Voir, dans le même sens, *mutatis mutandis*, l'avis 24.106/9, donné le 29 novembre 1995, sur un avant-projet devenu la loi du 15 mars 2002 portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas portant réglementation de la navigation et des activités de loisirs sur la Meuse mitoyenne, signée à Bruxelles le 6 janvier 1993 (*Doc. parl.*, Sénat 2000-2001 n° 881/1 p. 73); l'avis 29.229/1, donné le 25 novembre 1999, sur un avant-projet de loi «portant assentiment à la Convention de coopération relative aux Activités spatiales entre la Commission nationale des Activités spatiales et les services fédéraux des Affaires scientifiques, techniques et culturelles, en exécution de la Déclaration d'intérêt relative à la Coopération spatiale signée le 1^{er} avril 1997 par les Gouvernements du Royaume de Belgique et de la République d'Argentine, signée à Liège le 3 octobre 1997»; l'avis 35.567/4, donné le 9 juillet 2003, sur un avant-projet de décret «portant assentiment au Protocole, fait à Bruxelles le 22 septembre 1998, complétant la Convention Benelux concernant la coopération transfrontalière entre collectivités ou autorités territoriales, signée à Bruxelles le 12 septembre 1986».

(3) Cf. C.A., n° 132/2004 précité, considérant B.4.6.2.

9. Sommige regels toepasselijk op INTELSAT, die bij de thans onderzochte Wijzigingen worden gewijzigd, of die krachtens de aldus gewijzigde Overeenkomst toepasselijk zijn op ITSO, zouden verband kunnen houden met aspecten van de algemene politie op de radio-elektrische golven of met aangelegenheden die op basis van de economische unie of van de monetaire eenheid uitsluitend tot de bevoegdheid van de federale overheid behoren. Zulks is echter niet het geval met het geheel van die regels, waarvan bijgevolg het onderwerp deels tot de sfeer van de gemeenschappen blijft behoren, op basis van hun cultuurgebonden bevoegdheden, daaronder begrepen hun bijkomende technische dimensie.

10. Bovendien is de federale overheid bevoegd voor de andere regels inzake telecommunicatie dan die welke ressorteren onder de radio-omroep en de televisie (1), benevens de regels die hierboven zijn behandeld in de punten 8 en 9.

11. De thans onderzochte Wijzigingen moeten bijgevolg worden bestempeld als een gemengd verdrag, dat zowel tot de bevoegdheid van de federale overheid als van de gemeenschappen behoort, in de zin van artikel 167, § 4, van de Grondwet, van artikel 92bis, § 4ter, eerste lid, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 en van het samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de Federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten betreffende de nadere regelen voor het sluiten van gemengde verdragen.

Volgens de uitleg verstrekt door de gemachtigde ambtenaar werden de thans onderzochte Wijzigingen niet beschouwd als een gemengd verdrag, daar de gemeenschappen niet is verzocht te onderhandelen over de thans onderzochte Wijzigingen en alleen de federale overheid ter zake is opgetreden.

Artikel 5 van de voornoemde samenwerkingsovereenkomst van 8 maart 1994, naar luid waarvan voor gemengde verdragen «de vertegenwoordigers van de diverse betrokken overheden onderhandelen op voet van gelijkheid», is dus niet in acht genomen (2).

De federale wetgever kan bovendien niet als enige zijn instemming verlenen aan de thans onderzochte Wijzigingen (3).

PROCEDURE INZAKE DE WIJZIGING VAN DE OVEREENKOMST. ZOALS WORDT VOORGESCHREVEN BIJ ARTIKEL XV, *d*), EN *e*), VAN DE ALDUS GEWIJZIGDE OVEREENKOMST

12. Artikel XV van de Overeenkomst inzake de Internationale Organisatie voor Telecommunicatiesatellieten, zoals het wordt gewijzigd bij artikel XVII van de Wijzigingen voorgesteld in het thans onderzochte voorontwerp van wet houdende instemming (hierna «de aldus gewijzigde Overeenkomst» genoemd), bepaalt het volgende :

(1) Zie inz. Arbitragehof, voornoemd nr. 132/2004, overweging B.4.2; nr. 155/2004, overweging B.4.1; RvS, afdeling wetgeving, voornoemd advies 33.255/4.

(2) Zie in dezelfde zin *mutatis mutandis* advies 24.106/9, op 29 november 2004 verstrekt over een voorontwerp dat is geworden de wet van 15 maart 2002 houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden tot regeling van het scheepvaartverkeer en van de recreatie op de gemeenschappelijke Maas, ondertekend te Brussel op 6 januari 1993 (stuk Senaat, 2000-2001, nr. 881/1, blz. 73); advies 29.229/1, op 25 november 1999 verstrekt over een voorontwerp van wet «houdende instemming met de Samenwerkingsovereenkomst in het kader van de Ruimtevaartactiviteiten tussen de Nationale Commissie voor Ruimteactiviteiten en de Federale Diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden, ter uitvoering van de Verklaring van belangstelling betreffende de Samenwerking met betrekking tot Ruimtevaart die op 1 april 1997 door de regeringen van het Koninkrijk België en van de Republiek Argentinië werd ondertekend, ondertekend te Luik op 3 oktober 1997»; advies 35.567/4, op 9 juli 2003 verstrekt over een voorontwerp van decreet «portant assentiment au Protocole, fait à Bruxelles le 22 septembre 1998, complétant la Convention Benelux concernant la coopération transfrontalière entre collectivités ou autorités territoriales, signée à Bruxelles le 12 septembre 1986».

(3) Zie Arbitragehof, voornoemd arrest nr. 132/2004, overweging B.6.2.

« a. Toute Partie peut proposer des amendements au présent accord. Les propositions d'amendement sont transmises à l'organe exécutif qui les distribue dans les meilleurs délais à toutes les Parties.

b. L'Assemblée des Parties examine toute proposition d'amendement lors de la session ordinaire qui suit la distribution de la proposition par l'organe exécutif ou lors d'une session extraordinaire convoquée antérieurement conformément aux procédures de l'article IX de l'Accord, sous réserve que la proposition d'amendement soit distribuée par l'organe exécutif quatre-vingt-dix jours au moins avant la date d'ouverture de la session.

c. L'Assemblée des Parties prend une décision sur toute proposition d'amendement selon les règles de quorum et de vote prévues à l'article IX de l'Accord. Elle peut modifier toute proposition d'amendement distribuée conformément au paragraphe b du présent article, et prendre une décision sur toute proposition d'amendement qui n'a pas été distribuée en conformité avec ledit paragraphe mais résultant directement d'une proposition d'amendement ainsi distribuée.

d. Un amendement approuvé par l'Assemblée des Parties entre en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe e du présent article après réception par le Dépositaire de la notification d'approbation, d'acceptation ou de ratification de l'amendement par les deux tiers des États qui étaient Parties à la date à laquelle l'amendement a été approuvé par l'Assemblée des Parties.

e. Le Dépositaire notifie à toutes les Parties, dès leur réception, les acceptations, les approbations ou les ratifications requises en vertu du paragraphe d du présent article pour l'entrée en vigueur d'un amendement. Quatre-vingt-dix jours après la date de cette notification, ledit amendement entre en vigueur à l'égard de toutes les Parties, y compris celles qui ne l'ont pas accepté, approuvé, ou ratifié, et qui ne se sont pas retirées de l'ITSO.

f. Nonobstant les dispositions précédentes des paragraphes d et e du présent article, aucun amendement n'entre en vigueur moins de huit mois ou plus de dix-huit mois après la date de son approbation par l'Assemblée des Parties. »

Cette disposition met en œuvre une procédure de modification de l'Accord qui peut aboutir à ce que la Belgique soit liée par ces modifications sans que les assemblées législatives y aient donné leur assentiment. La Belgique pourrait même être liée dans l'hypothèse où elle devait s'opposer aux modifications acquises en vertu de cette procédure, sauf à se retirer de l'ITSO.

Un pareil système soulève deux questions distinctes : la première porte sur l'admissibilité du caractère préalable d'un assentiment à un traité ou à une modification de celui-ci; la seconde a trait à l'admissibilité d'une procédure par laquelle l'opposition de la Belgique ne ferait pas obstacle à ce que, dans certaines conditions, elle soit liée par les modifications adoptées.

« a. Elke Partij mag wijzigingen in deze Overeenkomst voorstellen. Voorgestelde wijzigingen worden voorgelegd aan het uitvoerend orgaan, dat ze onverwijld toezendt aan alle Partijen.

b. De Assemblee van Partijen neemt elke voorgestelde wijziging in overweging op haar eerste gewone vergadering volgende op de toezending door het uitvoerend orgaan of tijdens een eerder te houden buitengewone vergadering, bijeengeroepen overeenkomstig de procedures van artikel IX van deze Overeenkomst, mits de voorgestelde wijziging ten minste negentig dagen vóór de openingsdatum van de vergadering door het uitvoerend orgaan is toegezonden.

c. De Assemblee van Partijen neemt beslissingen ten aanzien van elke voorgestelde wijziging overeenkomstig het bepaalde in artikel IX van deze Overeenkomst ter zake van quorum en stemming. Zij kan een overeenkomstig lid b van dit artikel toegezonden wijziging amenderen en eveneens besluiten nemen aangaande wijzigingen die niet als zodanig zijn toegezonden, maar die een rechtstreeks gevolg zijn van een voorgestelde of geamendeerde wijziging.

d. Een door de Assemblee van Partijen goedgekeurde wijziging wordt van kracht in overeenstemming met lid e van dit artikel nadat de Depositaris een kennisgeving heeft ontvangen van de goedkeuring, aanvaarding of bekraftiging van de wijziging van tweederden van de Staten die Partij waren op de datum waarop de wijziging was goedgekeurd door de Assemblee van Partijen.

e. Zodra de Depositaris de aanvaardingen, goedkeuringen of bekraftigingen, ingevolge lid d van dit artikel vereist voor het van kracht worden van een wijziging, heeft ontvangen, geeft hij daarvan kennis aan alle Partijen. Negentig dagen na de verzending van deze kennisgeving wordt de wijziging van kracht voor alle Partijen, met inbegrip van hen die haar nog niet hebben aanvaard, goedgekeurd of bekraftigd en die zich niet uit ITSO hebben teruggetrokken.

f. Niettegenstaande het bepaalde in de leden d en e van dit artikel wordt een wijziging niet van kracht binnen een termijn van acht maanden of later dan achttien maanden, te rekenen van de datum waarop zij door de Assemblee van Partijen is goedgekeurd. »

Die bepaling voorziet in de toepassing van een procedure van wijziging van de Overeenkomst die ertoe kan leiden dat België gebonden wordt door die wijzigingen, zonder dat de wetgevende vergaderingen daarmee hun instemming hebben betuigd. België zou zelfs gebonden kunnen zijn ingeval het zich zou verzetten tegen de wijzigingen aangebracht volgens die procedure, tenzij het zich terugtrekt uit ITSO.

Een zodanige regeling doet twee onderscheiden vragen rijzen : de eerste vraag is of de voorafgaande instemming met een verdrag of een wijziging ervan aanvaardbaar is, en de tweede vraag is of een procedure waarbij het verzet van België er niet aan in de weg zou staan dat het in sommige omstandigheden gebonden zou zijn door de aangenomen wijzigingen, aanvaardbaar is.

Quant à l'admissibilité de l'assentiment préalable aux modifications adoptées selon la procédure d'amendement

13. Il peut être admis que, dans certaines conditions, les Chambres législatives peuvent donner leur assentiment préalable à un traité ou à un amendement à celui-ci (1).

Pour qu'un tel assentiment préalable soit compatible avec l'article 167, § 2, de la Constitution, il faut néanmoins que les Chambres législatives connaissent « les limites dans lesquelles il est donné » (2).

En l'espèce, l'objet de l'Accord et les compétences de l'ITSO sont limités et ils sont circonscrits de manière suffisante dans l'Accord; il faut considérer que les éventuels amendements envisagés selon la procédure à l'examen ne pourraient pas porter sur des éléments essentiels de cet objet mais sur des aménagements à ce dernier, la Belgique ayant en toute hypothèse, en cas de

(1) Cass., 19 mars 1981, An. Cass., 1980-1981, p. 808; Pas., 1981, I, n° 417; J.T., 1982, pp. 565 à 567, et la note de J. Verhoeven; Cass., 2 mai 2002, n° C.99 0518.N; CE., section de législation, not. avis 33.510/3, donné le 28 mai 2002, sur l'avant-projet devenu la loi du 17 décembre 2002 portant assentiment à la convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, et aux annexes, faites à Aarhus le 25 juin 1998 (doc. Sénat, 2001-2002, n° 2-1235/1, p. 48); 33.627/3, donné le 26 novembre 2002, sur l'avant-projet devenu le décret « houdende instemming met de overeenkomst inzake de bescherming van Afrikaans-Euraziatische trekkende watervogels en de bijlagen 1, 2 en 3, ondertekend in Den Haag op 29 oktober 1999 » (doc. VI. parl., 2002/2003, n° 1606/1, p. 12); 35.503/3, donné le 1er juillet 2003, sur l'avant-projet de loi « portant assentiment au Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif aux polluants organiques persistants et aux Annexes, fait à Aarhus le 24 juin 1998 »; 35.590/3, donné le 30 septembre 2003, sur l'avant-projet devenu le décret « houdende instemming met het akkoord tussen de regering van het Koninkrijk België, de Vlaamse regering, de regering van de Franse Gemeenschap en de regering van het Waalse Gewest, enerzijds, en de regering van de Franse republiek, anderzijds, inzake de grensoverschrijdende samenwerking tussen territoriale gemeenschappen en lokale openbare lichamen, ondertekend in Brussel op 16 september 2002 » (doc. VI. parl., 2003/2004, n° 2116/1, p. 19); 35.595/3, donné le 11 juillet 2003, sur l'avant-projet devenu l'ordonnance du 5 décembre 2003 portant assentiment à l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eaux migrateurs d'Afrique-Eurasie, fait à La Haye le 15 août 1996 (doc. C.R.B.C., 2002/2003, n° A-458, p. 11); 35.753/1/V, donné le 19 août 2003, sur l'avant-projet devenu le décret du 26 mars 2004 « houdende instemming met het protocol bij het verdrag betreffende grensoverschrijdende luchtverontreiniging over lange afstand, inzake persistente organische stoffen, met bijlagen, ondertekend in Aarhus op 24 juni 1998 » (doc. VI. parl., 2003/2004, n° 1977/1, p. 13); 35.792/2/V, donné le 20 août 2003, sur l'avant-projet devenu le décret du 27 novembre 2003 portant assentiment à la Convention sur les polluants organiques persistants, faite à Stockholm, le 22 mai 2001, ainsi qu'à ses annexes (doc. C.R.W., 2003/2004, n° 575/1, p. 10); 35.796/2/V, donné le 20 août 2003, sur l'avant-projet devenu le décret du 27 novembre 2003 portant assentiment à la Convention Internationale sur le contrôle des systèmes antisalissure nuisibles sur les navires, faite à Londres, le 5 octobre 2001, ainsi qu'à ses annexes, (doc. C.R.W., 2003/2004, n° 572/1, p. 22); 36.168/1, donné le 11 décembre 2003, sur un avant-projet de loi « portant assentiment à la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et l'Australie, signé à Canberra le 20 novembre 2002 »; 36.169/1, donné le 11 décembre 2003, sur un avant-projet de loi « portant assentiment à la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République des Philippines, signé à Manille le 7 décembre 2001 »; 36.170/1, donné le 11 décembre 2003, sur l'avant-projet de loi « portant assentiment à la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République de Croatie, signée à Bruxelles le 31 octobre 2001 ».

(2) En ce sens, CE., section de législation, not. avis 26.355/9, donné le 2 juillet 1997, sur l'avant-projet devenu la loi du 11 avril 1999 portant assentiment au Mémorandum d'Accord entre le Royaume de Belgique et la République d'Afrique du Sud concernant la coopération au développement signé, à Bruxelles le 16 mars 1995, (doc. Sénat, 1998-1999, n° 1-1168/1, p. 13); 33.510/3 et 33.627/3 précités; 34.368/2, donné le 17 février 2003, sur l'avant-projet devenu la loi du 11 mars 2004 portant assentiment au Protocole d'amendement à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers, adoptée par l'Organisation mondiale des douanes le 25 septembre 1974, fait à Bruxelles le 26 juin 1999, (doc. Sénat, 2003/2004, n° 260/1, p. 45); 35.503/3, 35.590/3, 35.595/3, 35.753/1/V, 35.792/2/V, 35.796/2/V, 36.168/1, 36.169/1 et 36.170/1 précités.

Is de voorafgaande instemming met de wijzigingen aangenomen volgens de wijzigingsprocedure aanvaardbaar?

13. Aanvaard kan worden dat in bepaalde omstandigheden de Wetgevende (1).

Wil een zodanige voorafgaande instemming bestaanbaar zijn met artikel 167, § 2, van de Grondwet, dan moeten de Wetgevende Kamers op zijn minst weten « binnen welke grenzen ze wordt verleend » (2).

In het onderhavige geval zijn het onderwerp van de Overeenkomst en de bevoegdheden van ITSO beperkt en zijn ze genoegzaam omschreven in de Overeenkomst; beschouwd moet worden dat de eventuele wijzigingen die volgens de thans onderzochte procedure worden overwogen, geen essentiële bestanddelen van het onderwerp ervan mogen betreffen, doch wel

(1) Cass., 19 maart 1981, Arr. Cass., 1980-1981, blz. 808; Pas., 1981, I, nr. 417; J.T., 1982, blz. 565 tot 567 en noot van J. Verhoeven; Cass., 2 mei 2002, nr. C.99 0518.N; RvS, afdeling wetgeving, inz. advies 33.510/3, op 28 mei 2002 verstrekt over het voorontwerp van wet dat is geworden de wet van 17 december 002 houdende instemming met het Verdrag betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuangelegenheden, en met de Bijlagen I en II, gedaan te Aarhus op 25 juni 1998 (stuk Senaat, 2001-2002, nr. 2-1235/1, blz. 48); advies 33.627/3, op 26 november 2002 verstrekt over het voorontwerp dat het decreet « houdende instemming met de overeenkomst inzake de bescherming van Afrikaans-Euraziatische trekkende watervogels en de bijlagen 1, 2 en 3, ondertekend in Den Haag op 29 oktober 1999 » is geworden (stuk VI. parl. 2002/2003, nr. 1606/1, blz. 12); advies 35.503/3, op 1 juli 2003 verstrekt over het voorontwerp van wet « houdende instemming met het Protocol bij het Verdrag van 1979 betreffende grensoverschrijdende luchtverontreiniging over lange afstand, inzake persistente organische stoffen, en met de Bijlagen, gedaan te Aarhus op 24 juni 1998 »; advies 35.590/3, op 30 september 2003 verstrekt over het voorontwerp dat het decreet « houdende instemming met het akkoord tussen de regering van het Koninkrijk België, de Vlaamse regering, de regering van de Franse Gemeenschap en de regering van het Waalse Gewest, enerzijds, en de regering van de Franse republiek, anderzijds, inzake de grensoverschrijdende samenwerking tussen territoriale gemeenschappen en lokale openbare lichamen, ondertekend in Brussel op 16 september 2002 » is geworden (stuk VI. parl., 2003/2004, nr. 2116/1, blz. 19); advies 35.595/3, op 11 juli 2003 verstrekt over het voorontwerp dat de ordonnantie van 5 december 2003 « houdende instemming met de Overeenkomst inzake de bescherming van Afrikaans-Euraziatische watervogels, ondertekend op 15 augustus 1996 in Den Haag » is geworden (stuk B.H.R., 2002/2003, nr. A-458, blz. 11); advies 35.753/1/V, op 19 augustus 2003 verstrekt over het voorontwerp dat het decreet van 26 maart 2004 « houdende instemming met het protocol bij het verdrag betreffende grensoverschrijdende luchtverontreiniging over lange afstand, inzake persistente organische stoffen, met bijlagen, ondertekend in Aarhus op 24 juni 1998 » is geworden (stuk VI. parl., 2003/2004, nr. 1977/1, blz. 13); advies 35.792/2/V, op 20 augustus 2003 verstrekt over het voorontwerp dat is geworden het decreet van 27 november 2003 houdende instemming met het Verdrag inzake persistente organische verontreinigende stoffen, gesloten te Stockholm op 22 mei 2001, alsmede met de Bijlagen erbij (stuk W. Gew. R., 2003/2004, nr. 575/1, blz. 10); advies 35.796/2/V, op 20 augustus 2003 verstrekt over het voorontwerp dat is geworden het decreet van 27 november 2003 houdende instemming met de Internationale Conventie inzake de controle op schadelijke aangroeiwendende systemen op scheepen, gesloten te Londen op 5 oktober 2001, alsmede met de Bijlagen erbij (stuk W. Gew. R., 2003/2004, nr. 572/1, blz. 22); advies 36.168/1, op 11 december 2003 verstrekt over een voorontwerp van wet « houdende instemming met de Overeenkomst betreffende de sociale zekerheid tussen het Koninkrijk België en Australië, ondertekend te Canberra op 20 november 2002 »; advies 36.169/1, op 11 december 2003 verstrekt over een voorontwerp van wet « houdende instemming met de Overeenkomst betreffende de sociale zekerheid tussen het Koninkrijk België en de Republiek der Filippijnen, ondertekend te Manilla op 7 december 2001 »; advies 36.170/1, op 11 december 2003 verstrekt over een voorontwerp van wet « houdende instemming met de Overeenkomst betreffende de sociale zekerheid tussen het Koninkrijk België en de Republiek Kroatië, ondertekend te Brussel op 31 oktober 2001 ».

(2) Zie in diezin RvS, afdeling wetgeving, inz. advies 26.355/9, op 2 juli 1997 verstrekt over een voorontwerp dat is geworden de wet van 11 april 1999 houdende instemming met het Memorandum van Overeenkomst over de ontwikkelingssamenwerking tussen het Koninkrijk België en de Republiek Zuid-Afrika, ondertekend te Brussel op 16 maart 1995 (stuk Senaat, 1998-1999, nr. 1-1168/1, blz. 13); de voornoemde adviezen 33.510/3 en 33.627/3; advies 34.368/2, op 17 februari 2003 verstrekt over het voorontwerp dat is geworden de wet van 11 maart 2004 houdende instemming met het Protocol tot wijziging van de Internationale Overeenkomst inzake de vereenvoudiging en harmonisatie van douaneprocedures, door de Wereld douaneorganisatie aangenomen op 25 september 1974, gedaan te Brussel op 26 juni 1999 (stuk Senaat, 2003-2004, nr. 260/1, blz. 45); de voornoemde adviezen 35.503/3, 35.590/3, 35.595/3, 35.753/1/V, 35.792/2/V, 35.796/2/V, 36.168/1, 36.169/1 en 36.170/1.

désaccord avec une modification adoptée selon la procédure à l'examen, toujours la faculté de se retirer de l'ITSO en vertu des articles XIV et XV, e), de l'Accord tel qu'amendé, ce retrait ayant pour effet que l'Accord cesserait de lui être applicable trois mois après la date de la réception par le Dépositaire de la notification de ce retrait.

En outre, l'article XV fixe les règles de procédure selon lesquelles les modifications interviendraient.

Dans ces conditions, les assemblées législatives pourraient être invitées à donner leur assentiment préalable à ces modifications ultérieures.

Quant à l'admissibilité de l'assentiment préalable aux modifications adoptées malgré l'opposition de la Belgique

14. Aux termes de l'article 34 de la Constitution,

« L'exercice de pouvoirs déterminés peut être attribué par un traité ou par une loi à des institutions de droit international public. »

Cette disposition constitutionnelle permet, par dérogation à l'article 33 de la Constitution, d'attribuer des compétences particulières à des organes d'institutions de droit international public, en ce compris celles consistant à prendre des décisions liant la Belgique malgré l'opposition de celle-ci. Tel est le cas par exemple, notamment pour ce qui concerne l'exercice du pouvoir normatif, pour les dispositions du Traité de Rome attribuant aux organes des Communautés européennes des pouvoirs d'adoption de règles de droit dérivé à des majorités qui n'incluent pas nécessairement les voix attribuées aux représentants de l'Etat belge (1).

Un tel transfert n'est toutefois admissible que si la nature et l'étendue de ce pouvoir sont clairement déterminées (2), ce qui, compte tenu des considérations émises sur ce point sous le n° 3, est le cas en l'espèce.

La procédure d'adoption des modifications prévue par l'article XV de l'Accord tel qu'amendé présente toutefois la particularité d'autoriser non pas l'adoption de règles de droit dérivé par les organes de l'ITSO, mais la modification des règles primaires de l'Accord qui crée cette institution. En l'espèce, compte tenu de l'objet limité de cette dernière et de ce que la Belgique dispose en toute hypothèse de la faculté de s'en retirer pour le cas notamment où ces modifications affecteraient de manière trop importante et sans son consentement l'objet de l'Accord et les pouvoirs de l'ITSO, une pareille attribution d'exercice de compétences à l'ITSO est admissible.

Quant aux conditions d'admissibilité de l'assentiment préalable envisagé

(1) Cf. not. les avis 27.449/2, donné le 23 mars 1998, sur l'avant-projet de loi « portant des dispositions en matière électorale et transposant la directive du Conseil de l'Union européenne n° 94/80/CE du 19 décembre 1994 »; 21.540/AG, donné le 6 mai 1992, sur l'avant-projet devenu la loi du 26 novembre 1992 portant approbation du Traité sur l'Union européenne, des 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992.

(2) Avis 25.776/9 du 22 janvier 1977 sur l'avant-projet devenu la loi du 25 mai 2000 portant assentiment à l'Accord de sécurité de l'UEO, fait à Bruxelles le 28 mars 1995 (doc. Sénat, 1999/2000, n° 306/1).

aanpassingen ervan, waarbij België, indien het niet akkoord gaat met een wijziging aangenomen volgens de thans onderzochte procedure, krachtens de artikelen XIV en XV, e), van de aldus gewijzigde Overeenkomst steeds over de mogelijkheid beschikt om zich terug te trekken uit ITSO, waardoor de Overeenkomst drie maanden na de datum van ontvangst van de kennisgeving van die terugtrekking aan de Depositaris zou ophouden van toepassing te zijn op België.

Voorts bepaalt artikel XV de procedurereregels volgens welke de wijzigingen zouden worden aangebracht.

In die omstandigheden kunnen de wetgevende vergaderingen verzocht worden vooraf hun instemming te betuigen met die wijzigingen achteraf.

Is de voorafgaande instemming met de wijzigingen, aangenomen niettegenstaande verzet vanwege België, aanvaardbaar?

14. Artikel 34 van de Grondwet bepaalt :

« De uitoefening van bepaalde machten kan door een verdrag of door een wet worden opgedragen aan volkenrechtelijke instellingen. »

Die grondwetsbepaling maakt het mogelijk om in afwijking van artikel 33 van de Grondwet bijzondere bevoegdheden toe te kennen aan organen van volkenrechtelijke instellingen, waaronder de bevoegdheid om beslissingen te nemen die bindend zijn voor België, ondanks het verzet van ons land. Dat is inzonderheid het geval wat betreft de uitoefening van normatieve bevoegdheid inzake de bepalingen van het Verdrag van Rome waarbij aan de organen van de Europese Gemeenschappen bevoegdheden worden toegekend voor het aannemen van regels van afgeleid recht met een meerderheid, zonder dat noodzakelijkerwijs de stemmen toegekend aan de vertegenwoordigers van de Belgische Staat daarbij zijn erkend (1).

Een zodanige overdracht is evenwel alleen aanvaardbaar indien de aard en de omvang van die bevoegdheid duidelijk bepaald zijn (2), wat in dezen het geval is, gelet op de overwegingen die ter zake in punt 3 zijn gemaakt.

De procedure van goedkeuring van de wijzigingen die wordt voorgeschreven in artikel XV van de aldus gewijzigde Overeenkomst vertoont evenwel de bijzonderheid dat niet de goedkeuring van regels van afgeleid recht door de organen van ITSO wordt toegestaan, maar de wijziging van primaire regels van de Overeenkomst waarbij die instelling wordt opgericht. Gelet op het beperkte doel van die instelling en gelet op het feit dat België in ieder geval over de mogelijkheid beschikt om zich eruit terug te trekken, onder meer ingeval die wijzigingen te zeer en zonder de instemming van België zouden inwerken op het doel van de Overeenkomst en de bevoegdheid van ITSO, is in het onderhavige geval een zodanige opdracht van bevoegdheden aan ITSO aanvaardbaar.

Voorwaarden voor het aanvaardbaar zijn van de voorgenomen voorafgaande instemming

(1) Zie inz. advies 27.449/2, op 23 maart 1998 verstrekt over het voorontwerp van wet « houdende de bepalingen inzake verkiezingen en tot omzetting van de richtlijn van de Raad van de Europese Unie nr. 94/80/EG van 19 december 1994 »; advies 21.540/AV, op 6 mei 1992 verstrekt over het voorontwerp dat is geworden de wet van 26 november 1992 houdende goedkeuring van het Verdrag over de Europese Unie, van de 17 Protocollen en van de Slotakte met 33 verklaringen, opgemaakt te Maastricht op 7 februari 1992.

(2) Advies 25.776/9 van 22 januari 1977 over het voorontwerp dat is geworden de wet van 25 mei 2000 houdende instemming met het WEU-Accord inzake veiligheid, gedaan te Brussel op 28 maart 1995 (stuk Senaat, 1999-2000, nr. 306/1).

15. Ceci étant, afin d'éviter tout doute quant à l'assentiment préalable qui serait ainsi formulé par les assemblées législatives aux modifications à l'Accord adoptées selon la procédure à l'examen, il y a lieu de compléter le projet par une disposition expresse dans ce sens, qui pourrait être rédigée comme suit:

«Les amendements à l'Accord, qui seront adoptés en application de l'article XV de l'Accord sortiront leur plein et entier effet» (1).

16. Les observations qui précèdent n'enlèvent rien au fait qu'en application de l'article XV de l'Accord tel qu'amendé, il est possible que celui-ci fasse l'objet de modifications sur lesquelles, le cas échéant, les assemblées législatives ne peuvent marquer leur accord.

Afin de permettre aux assemblées de notifier au gouvernement qu'elles n'approuvent pas un amendement donné, il y aurait lieu de compléter le projet par une disposition qui prévoit l'obligation pour le gouvernement de leur communiquer, dans un délai déterminé, tout amendement à l'Accord approuvé par l'Assemblée des Parties, ce qui permettra aux assemblées, au Roi et aux Gouvernements concernés de prendre attitude quant aux suites qu'ils réservent à cet amendement et à l'éventuel maintien de la Belgique en qualité de Partie à l'Accord (2).

17. Il reste une dernière question à examiner, qui concerne la publicité des modifications qui seraient apportées à l'Accord selon la procédure à l'examen.

L'assentiment anticipé à de pareilles modifications, qui résulte de la loi en projet, n'emporte pas dérogation à l'obligation, qui résulte de l'article 190 de la Constitution et de l'article 8 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, de publier au *Moniteur belge* ces modifications pour qu'elles produisent leurs effets en droit interne.

L'article 190 de la Constitution réserve à la loi la compétence de déterminer les formes dans lesquelles doivent être publiés les lois et règlements pour être obligatoires. Selon la Cour de cassation, cette disposition constitutionnelle s'applique par analogie aux actes internationaux. Elle a en effet déclaré les traités inopposables aux particuliers tant qu'ils n'ont pas été publiés intégralement au *Moniteur belge* (3).

L'absence de publication au *Moniteur belge* n'aurait pas soulevé d'objection si l'Accord, tel qu'amendé, qui sera publié au *Moniteur belge*, avait lui-même prévu les formes dans lesquelles ces modifications seront publiées (4).

En conséquence, il y aura lieu de publier au *Moniteur belge* les dispositions des modifications futures à l'Accord.

(1) En ce sens, *mutatis mutandis*, not. les avis 33.510/3 précité et l'article 2, alinéa 2, de la loi précitée du 17 décembre 2002; addé : les avis 33.627/3, 35.503/3, 33.510/335.595/3, 35.796/2/V, 35.753/1/V, 35.792/2/V, 36.168/1, 36.169/1 et 36.170/1, précités.

(2) En ce sens les avis nos 33.510/3, 33.627/3, 34.368/2, 35.503/3, 35.595/3, 35.753/1/V, 35.792/2/V, 35.796/2/V, 36.168/1, 36.169/1 et 36.170/1, précités.

(3) Cass., 11 décembre 1953, *Pas.*, 1954, I, p. 298; 19 mars 1981, précité.

(4) Les règles édictées par les organes d'institutions internationales peuvent en effet être rendues obligatoires en droit interne du fait de leur publication dans le bulletin ou le journal officiel édité par ces institutions, par l'effet des clauses contenues dans les traités y relatifs (B. Haubert et C. Debroux, «L'application du droit international par le juge administratif, A.P.T., 1998, p. 95).

15. In die omstandigheden moet, om iedere twijfel weg te nemen omtrent de voorafgaande instemming die de wetgevende vergaderingen aldus zouden verlenen aan de wijzigingen van de Overeenkomst die worden aangenomen volgens de thans onderzochte procedure, het ontwerp worden aangevuld met een uitdrukkelijke bepaling desbetreffend, die als volgt kan luiden :

«De wijzigingen van de Overeenkomst die met toepassing van artikel XV van de Overeenkomst worden aangenomen, zullen volkomen uitwerking hebben (1).»

16. De voorgaande opmerkingen doen niets af aan het feit dat het met toepassing van artikel XV van de aldus gewijzigde Overeenkomst mogelijk is dat in die Overeenkomst wijzigingen worden aangebracht waarmee de wetgevende vergaderingen in voorkomend geval hun instemming niet kunnen betuigen.

Teneinde die vergaderingen in staat te stellen de regering ter kennis te brengen dat ze niet akkoord gaan met een bepaalde wijziging, dient het ontwerp te worden aangevuld met een bepaling die voorziet in de mogelijkheid voor de regering om hen binnen een bepaalde termijn iedere door de Assemblée van Partijen goedgekeurde wijziging van de Overeenkomst mee te delen, waardoor de vergaderingen, de Koning en de betrokken regeringen een standpunt kunnen innemen omtrent het gevolg dat ze zullen geven aan die wijziging en aan de vraag of België eventueel Partij bij de Overeenkomst zal blijven (2).

17. De laatste vraag die moet worden onderzocht, betreft de bekendmaking van de wijzigingen die volgens de thans onderzochte procedure zouden worden aangebracht in de Overeenkomst.

De voorafgaande instemming met zulke wijzigingen, die uit de ontworpen wet zou voortvloeien, houdt geen afwijking in van de verplichting voortvloeiend uit artikel 190 van de Grondwet en uit artikel 8 van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, om die wijzigingen bekend te maken in het *Belgisch Staatsblad* opdat ze in het interne recht uitwerking kunnen hebben.

Artikel 190 van de Grondwet bepaalt dat alleen de wetgever bevoegd is om de vormen te bepalen waarin de wetten en verordeningen moeten worden bekendgemaakt opdat ze bindend worden. Volgens het Hof van Cassatie geldt die grondwetsbepaling na analogie voor internationale akten. Het Hof heeft immers verklaard dat verdragen niet aan particulieren kunnen worden tegengeworpen zolang ze niet integraal zijn bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* (3).

Dat geen bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* heeft plaatsgehad zou geen bezwaar hebben opgeleverd indien de aldus gewijzigde Overeenkomst, die in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt, zelf de vormen had bepaald waarin die wijzigingen moeten worden bekendgemaakt (4).

Bijgevolg moeten in het *Belgisch Staatsblad* de bepalingen van latere wijzigingen in de Overeenkomst worden bekendgemaakt.

(1) Zie in die zin *mutatis mutandis* inz. voornoemd advies 33.510/3 en artikel 2, tweede lid, van de voornoemde wet van 17 december 2002; addé de voornoemde adviezen 33.627/3, 35.503/3, 33.510/3, 35.595/3, 35.796/2/V, 35.753/1/V, 35.792/2/V, 36.168/1, 36.169/1 en 36.170/1.

(2) Zie in die zin de voornoemde adviezen 33.510/3, 33.627/3, 34.368/2, 35.503/3, 35.595/3, 35.753/1/V, 35.792/2/V, 35.796/2/V, 36.168/1, 36.169/1 en 36.170/1.

(3) Cass., 11 december 1953, Arr. Verbr., 1954, blz. 252; voornoemd arrest van 19 maart 1981.

(4) Regels uitgevaardigd door de organen van internationale instellingen kunnen immers bindend worden verklaard in het interne recht doordat ze zijn bekendgemaakt in het publicatieblad dat door die instellingen wordt uitgegeven, en wel op basis van de bedingen vervat in de desbetreffende verdragen (B. Haubert en C. Debroux, «L'application du droit international par le juge administratif», A.P.T., 1998, blz. 95).

Les chambres réunies étaient composées comme suit

Mme M.-L. WILLOT-THOMAS, présidente de chambre, présidente;

MM. D. ALBRECHT, P. LIÉNARDY, J. SMETS, P. VANDERNOOT et B. SEUTIN, conseillers d'Etat;

MM. H. COUSY et J. VELAERS, assesseurs de la section de législation;

Mmes C. GIGOT et A.-M. GOOSSENS, greffiers.

Les rapports ont été rédigés par MM. X. DELGRANGE et W. PAS, auditeurs.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

Le greffier;

C. GIGOT.

La présidente,

M.-L. WILLOT-THOMAS.

De verenigde kamers waren samengesteld uit

Mevrouw M.-L. WILLOT-THOMAS, kamervoorzitter; voorzitter;

De heren D. ALBRECHT, P. LIÉNARDY, J. SMETS, P. VANDERNOOT en B. SEUTIN, staatsraden;

De heren H. COUSY en J. VELAERS, assessoren van de afdeling wetgeving;

De dames C. GIGOT en A.-M. GOOSSENS, griffiers.

De verslagen werden uitgebracht door de heren. X. DELGRANGE en W. PAS, auditeurs.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. LIÉNARDY.

De griffier;

C. GIGOT.

De voorzitter;

M.-L. WILLOT-THOMAS.